

***l'Anti*capitaliste**

n°366 | 12 janvier 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LA GAUCHE « PRIMAIRE » ET MACRON



AVEC PHILIPPE POUTOU UNE CAMPAGNE ANTICAPITALISTE

Dossier

**POUR UNE ÉDUCATION
NATIONALE LIBÉRÉE
DU CAPITALISME**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Pour refuser l'inacceptable,
réquisitionner**

Page 2

PREMIER PLAN

**Syrie: les peuples sacrifiés sur
l'autel des grandes puissances**

Page 2



ACTU DE CAMPAGNE

**Front national : quand l'extrême
droite parle «social»...**

Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Michel
Warschawski sur Israël**

Page 12



édito

Par JEAN-MARC BOURQUIN

Pour refuser l'inacceptable, réquisitionner

L'hiver, le froid, la pluie, la neige et les fêtes de fin d'année mettent les questions posées par le mal-logement en avant-scène, et c'est le moment où les politiques gouvernementales sont mises en lumière, crûment, sans fard... En effet, pas question de trêve hivernale pour les expulsions, pas de protection ni pour les squats ni pour les campements. Le gouvernement joue la dispersion, la disparition de la rue.

Ainsi, après le démantèlement de la « jungle » de Calais avaient suivi ceux des campements installés dans Paris, à Jaurès, Stalingrad, rue de Flandre... La création de « la bulle » de la Chapelle, centre de tri des réfugiés, donne l'illusion de l'accueil, mais autour d'elle, les campements se sont à nouveau multipliés, et avec eux les interventions policières, organisées en rafles pour fichier, arrêter, expulser, disperser...

Dans le même temps, et dans la même logique, les préfets ont intensifié les démantèlements des camps de Roms, sans proposer évidemment de solutions de logement plus décentes. En décembre, le plus gros campement Rom au nord de Paris, à Pierrefitte, a été dispersé. Et seules quelques familles, moins d'une dizaine, ont été mises à l'abri pour quelques jours...

En août dernier, la préfecture expulsait d'un immeuble squatté de La Plaine Saint-Denis, au 168 de l'avenue Wilson, tous les habitants qui y vivaient. Appartements murés, mobilier et affaires personnelles rendues inaccessibles...

Les habitants ont campé devant l'immeuble jusqu'au 16 décembre, jour où la police a dispersé, dans un même élan, le camp de réfugiés proche et celui du 168...

« Sans droit ni titre » semble être la devise des préfets : bafoués la protection de l'enfance, la protection des femmes enceintes, le droit des mineurs isolés (qui une fois recensés... sont laissés sans solution), le droit à l'hébergement (pourtant reconnu à toute personne). Juste la violence brutale, et les discours cyniques et mensongers de Cosse, Leroux et Cazeneuve qui renvoient à un 115 qui n'en peut plus.

Mais voilà, magie de la période, le DAL occupe depuis samedi l'Hôtel-Dieu, un hôpital en plein cœur de la capitale, vide et désaffecté mais chauffé. Et l'Assistance publique - hôpitaux de Paris (AP-HP), propriétaire, est immédiatement obligée de légitimer l'occupation, mettant une salle à disposition des mal-logés. Une belle initiative militante qui montre la voie : la réquisition des logements vides.

À la Une

Contre la gauche "primaire" et Macron Avec Philippe Poutou, une campagne anticapitaliste

À la fin du mois, le 29 janvier, le PS aura son candidat à la présidentielle. Après le quinquennat de Hollande, le parti est en miettes et l'enjeu de cette primaire est simplement de préserver une forme de leadership à gauche... et de voir qui va donner le ton dans le parti.

La primaire du PS et de ses quelques satellites des 22 et 29 janvier avait été taillée sur mesure pour Hollande. Avec les petits arrangements de Cambadélis, cela aurait dû n'être qu'une formalité pour le président, avant une campagne électorale sur le thème de la défense de l'État et de la mise en valeur de son bilan. Mais le renoncement de Hollande et l'impopularité du PS ont un peu compliqué les choses...

Le PS doit, désormais, non seulement trouver un remplaçant pour aller au casse-pipe, mais aussi tenter de recoller ce qui peut l'être parmi des militants et des électeurs déçus, qui désormais se tournent vers Mélenchon mais aussi vers Macron. Le contexte est d'autant plus improbable que les quatre prétendants sérieux (sur les sept candidats en lice) – Valls, Montebourg, Peillon et Hamon – sont tous d'anciens ministres de Hollande ! Et doivent donc tous apparaître comme ceux qui ne partagent pas son bilan, voire même l'ont combattu !

Il faut que tout change... pour que rien ne change

Valls, qui était encore Premier ministre il y a un peu plus d'un mois, tente coûte que coûte de vendre une « nouvelle » image. L'homme fort de l'aile droite du PS a mis la barre « à gauche » (du moins le temps de la primaire...). Terminés ses déclarations d'amour au patronat sur le contrat de travail unique, terminé aussi ses diatribes contre les 35 heures ou l'ISF, il affirme haut et fort qu'il « a changé ».

Symbole le plus marquant de ce changement de pied : sa proposition de supprimer l'article 49.3, alors qu'en tant que Premier ministre, il l'a utilisé à six reprises pour faire passer ses lois de casse sociale... On pourrait déjà en rire. Mais encore plus drôle, c'est qu'il a indiqué sur

AUGMENTATION DU SMIC DE 9 CENTIMES



France 2 qu'il avait eu recours au 49.3 « à l'insu de son plein gré » : « On m'a imposé le 49.3 », a-t-il assuré en visant « les frondeurs » et Hollande. Mais désormais, il a « bien compris ce que cela donnait comme sentiment de brutalité »... Certes, un « sentiment de brutalité », tout autant que les forces de l'ordre dans les manifestations contre la loi travail !

Tout comme Peillon, Valls affirme se situer dans la continuité de Hollande, et son slogan de campagne, « Une République forte, une France juste » est sans aucun doute dans la continuité de la politique qu'il a menée au pouvoir.

Des candidats « de gauche » ?

Parmi les principaux candidats, deux se positionnent « à gauche » dans cette primaire et sont soutenus par les prétendus « frondeurs » : Montebourg et Hamon. Mais dans

les faits, ils n'ont vraiment rien de gauche, ou si peu.

Ainsi, Montebourg propose une privatisation des HLM et parle d'augmenter les salaires en France... lorsque le patronat européen sera prêt à les augmenter dans toute l'Union européenne ! Quant à Hamon, il propose, entre autres, l'abrogation de la loi travail, une hausse du SMIC et la semaine de 32 heures. Problème : il a accepté et soutenu tout le contraire pendant deux ans, au gouvernement !

Mais de toute façon quel que soit le candidat de la primaire de la Belle alliance populaire qui l'emportera le 29 janvier, ses propositions, même celles qui veulent se donner des allures prétendument radicales (comme le revenu universel de Hamon) ne changeront en rien la situation du monde du travail. Elles risquent même de l'aggraver...

Refuser leurs politiques, imposer les nôtres

La campagne électorale est organisée de manière à nous faire croire que nous devons choisir entre différents représentants de la classe dirigeante ou de leurs amis : le candidat « gauche de droite » du PS, la droite ultra-réactionnaire de Fillon, le banquier Macron, ou le pire, Le Pen... Mais tous sont d'accord sur l'essentiel : poursuivre l'offensive contre la majorité de la population. Face à cela, nous devons imposer nos revendications. Ils veulent continuer à casser les services publics ? Recrutement d'un million de fonctionnaires ! Ils veulent augmenter le temps de travail ? 32 heures sans perte de salaire, pour travailler toutes et tous. Ils souhaitent faciliter les suppressions d'emplois ? Interdiction des licenciements. Ils veulent instaurer l'état d'urgence permanent ? Arrêt immédiat de l'état d'urgence, désarmement de la police et abrogation de toutes les lois racistes et islamophobes. Ils souhaitent prolonger indéfiniment les centrales nucléaires au mépris de tous les dangers ? Sortie du nucléaire en 10 ans et expropriation des grands groupes de l'énergie. Ils pleurent des larmes de crocodile mais ne font rien pour aider les Kurdes et les Syriens ? Retrait de toutes les troupes françaises et donner des armes pour les combattants kurdes et syriens pour la liberté.

Dans les urnes, la candidature de Philippe Poutou sera la meilleure manière de défendre ces idées le plus fort possible, et de faire entendre la voix de la lutte collective et de l'aspiration à une autre société.

Sandra Demarcq

BIEN DIT

En plein cœur de l'hiver, les pouvoirs publics devraient être en mesure de fournir des places d'hébergement à tous les migrants, en urgence.

Au lieu de quoi les forces de l'ordre confisquent leurs couvertures ou les obligent à rester debout dans la file d'attente du centre pendant des heures, dans une tentative dérisoire de soustraire cette population en détresse à la vue du public. Ce déni de réalité par la violence doit cesser.

La coordinatrice de programmes à Médecins sans frontières, CORINNE TORRE, citée dans le communiqué de MSF « Migrants dans la rue à Paris : le harcèlement et les violences policières doivent cesser ».

SYRIE

Les peuples sacrifiés sur l'autel des grandes puissances

La chute d'Alep-Est est un tournant majeur du soulèvement populaire syrien, permettant au régime d'Assad de réaffermir son pouvoir, et aux puissances mondiales et régionales d'imposer leurs intérêts politiques propres.

La chute d'Alep-Est n'aurait sûrement pas été possible de cette manière sans l'accord de la Turquie. Le président turc Erdogan est resté silencieux dans cette période tragique, tandis que son Premier ministre déclarait qu'il ne voyait pas d'objection au maintien d'Assad pour l'instant... Ils ont en fait conclu un accord avec les dirigeants russes et iraniens qui peut être résumé de la manière suivante : Alep pour Assad,

et les régions frontalières nord pour Erdogan.

Pour rappel, certaines brigades islamistes et de l'Armée syrienne libre (ASL), dépendantes de l'assistance politique et militaire du gouvernement turc, avaient quitté le front d'Alep pour participer à l'intervention turque en Syrie depuis la fin août, contre Daech mais surtout contre les forces kurdes du PYD (organisation sœur du PKK en Syrie). La priorité turque est en effet la prévention

de toute autonomie et expansion des forces kurdes du PYD à sa frontière.

Tractations au sommet et manifestations populaires

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Iran, de la Turquie et de la Russie se sont rencontrés le 20 décembre pour discuter du futur de la Syrie. À l'issue de cette conférence, les trois puissances ont adopté une déclaration commune visant à mettre fin au conflit, par laquelle

ils s'engagent à œuvrer à la mise en place d'un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays, la préoccupation commune devant être de « lutter contre le terrorisme » et non d'aller vers un changement de régime à Damas. Une déclaration qui a reçu après coup le soutien des pays occidentaux. Un cessez-le-feu national (qui exclut les forces djihadistes Daech et Jabhat Fateh al-Sham) a ainsi été proclamé le 30 décembre, parrainé par la Russie, la Turquie et l'Iran. Mais le régime Assad a continué le bombardement de certaines régions d'opposition, tandis que ses forces armées et le Hezbollah ont poursuivi leur offensive militaire au nord-ouest de Damas dans la vallée de Wadi Barada. Cette zone est stratégique car s'y trouvent les principales sources en eau potable pour les plus de cinq millions d'habitants de la région de Damas. C'est aussi une voie d'approvisionnement majeure utilisée par le Hezbollah entre le Liban et Damas.

Un monde à changer

EN FINIR AVEC LE CULTE DE MITTERRAND. Le 20^e anniversaire de la mort de Mitterrand (disparu en 1995) a vu le Premier ministre Cazeneuve se rendre sur sa tombe le 8 janvier et faire son éloge : « une figure, un symbole, un précurseur qui aujourd'hui encore nous montre le chemin ». Le même jour, Manuel Valls à Liévin s'est lui aussi placé sous le patronage de l'ex-président. Rien d'étonnant à ce que la « gauche » sociale-libérale en perte se raccroche à un tel personnage. Cet aventurier de la politique qui avait navigué entre droite et gauche, alors que le vieux parti socialiste SFIO s'était effondré à 5% des voix à la présidentielle de 1969, avait réussi à reconstruire en 1971 un parti socialiste renoué, s'appuyant sur une union avec un PCF peu à peu réduit à une force d'appoint. Arrivant au pouvoir en 1981, pendant un peu plus d'un an, il avait gouverné sur la base du programme commun de gouvernement pour ensuite, à partir de mars 1983, faire un tournant vers

l'austérité et la libéralisation de l'économie. Tout au long de sa carrière, Mitterrand a fait preuve d'un machiavélisme politicien et d'une prédilection pour les aspects policiers du pouvoir... Cela sans parler de ses manœuvres, comme ouvrir à Le Pen (0,18% des voix aux législatives de 1981) l'accès aux grandes émissions de télévision... L'affaire devrait être entendue : Mitterrand est un politicien sans principe qui a cautionné la monarchie présidentielle après l'avoir dénoncée, qui a engagé le tournant néolibéral après avoir proclamé vouloir « changer la vie »... Mais la nostalgie mitterrandienne déborde au-delà du PS : « c'était un bonheur de travailler avec le vieux comme chef de meute », proclamait Jean-Luc Mélenchon début 2016, comparant Mitterrand et Jaurès, et amalgamant les critiques venues de la droite et de l'extrême gauche. Pour nous, les choses sont évidentes : c'est radicalement une autre voie qu'il faut adopter. Mai 1968 doit plus nous inspirer que mai 1981...

MIGRANT-E-S **Roya sans frontières !**

C'est pourtant une région plutôt gangrenée par le Front national où domine la droite la plus réactionnaire. Mais c'est dans cette région que les lecteurs et lectrices d'un quotidien local, Nice-Matin, ont décidé de désigner Cédric Herrou, inculpé pour son aide aux migrantEs, comme personnalité de l'année. La Roya nous montre que tout est encore possible.

Il ne s'agit pas tant de ce qui est le plus médiatisé, les cas de ces « justes » qui passent en procès pour « délit de solidarité », Cédric Herrou ou Pierre-Alain Mannoni. Ceux-là sont la pointe immergée d'un iceberg : la coopération de dizaines voire de centaines d'habitantEs de la vallée de la Roya, dans les Alpes-Maritimes, le long de la frontière franco-italienne, pour aider au passage et organiser l'accueil de migrantEs pourchassés par la police des frontières et la gendarmerie. C'est cette solidarité déterminée qui a gagné l'audience de plusieurs milliers d'habitantEs de la région. C'est d'abord de manière « naturelle » et discrète que la solidarité s'est mise en place. Cédric Herrou n'a lui-même rejoint l'association « Roya citoyenne » qu'après avoir été arrêté une première fois l'été dernier. Dans cette vallée et ses villages, les SMS tournent, des migrantEs sont répartis dans des habitations, le temps de se remettre d'aplomb, d'être soignés, d'obtenir des informations et des conseils. Des maraudes se tiennent et des repas sont distribués à Vintimille. Les passages sont organisés, pour franchir la frontière mais aussi pour sortir de la vallée pour « continuer le voyage » en évitant les barrages policiers et l'expulsion immédiate vers l'Italie.



Cédric Herrou, la résistance et la solidarité ordinaires. DR

Face aux réacs racistes de tout poil, la Roya réactive ainsi une vieille tradition pour cette terre de passage où l'établissement des frontières, depuis la seconde moitié du 19^e siècle, n'a cessé de fabriquer des clandestins... et des réseaux et des passeurs. Migrations économiques en provenance de l'Italie, mais aussi politiques dans les années 1920-1930 avec les antifascistes et les juifs. Une tradition de résistance aussi pendant la Seconde Guerre mondiale. Une tradition de « frontière bafouée » du nom d'une étude historique de la région parue en 1999.

Faire tourner le vent dominant La médiatisation actuelle, autour des procès qui ont eu lieu, est le résultat d'une stratégie pour assumer publiquement les actions de solidarité, aussi illégales soient-elles. Ainsi Cédric Herrou a été arrêté suite à l'occupation, en octobre, d'un local désaffecté de la SNCF pour héberger des migrantEs, action décidée collectivement pour attaquer la politique des autorités. Parce que, sinon, la solidarité est un trou sans fond qui risque d'épuiser les énergies. Et la Roya ne pourra tenir seule. La chasse aux migrantEs et la répression envers les personnes solidaires

continue. Le mercredi 4 janvier, alors que des centaines de manifestantEs sont venues soutenir Cédric Herrou au tribunal, le procureur a requis huit mois de prison avec sursis. Le vendredi, Pierre-Alain Mannoni a été relaxé. Mais dès le vendredi après-midi, 4 autres habitantEs ont été arrêtés pour transport de migrantEs. Relâchés après 24 heures de garde à vue, leur procès aura lieu en mai. La lutte déterminée aux côtés des migrantEs peut gagner en audience. Voilà ce que montre la Roya. Quelles que soient leurs limites et leur démagogie, les récentes déclarations d'un Macron opposant la politique de Merkel à celle de la France (à laquelle il a contribué lorsqu'il était ministre) ou celles de Hamon défendant des visas humanitaires comme seule solution contre les morts en Méditerranée, et même le mensonge de Valls prétendant qu'il avait abrogé le « délit de solidarité », montrent au moins qu'il est possible de faire tourner le vent dominant. Raison de plus pour multiplier les Roya localement. Raison de plus pour faire monter la perspective du 19 mars, journée de mobilisation européenne contre le racisme, la politique des frontières et les violences policières.

Denis Godard

De nombreuses forces d'opposition armées ont déclaré bloquer toute discussion sur leur possible participation aux négociations de paix préparées par Moscou au Kazakhstan, tant que le régime syrien et ses alliés violent le cessez-le-feu. En même temps, des manifestations populaires massives avec des slogans démocratiques et non confessionnels ont eu lieu ces deux derniers vendredis (31 décembre et 6 janvier) dans les territoires libérés, profitant de l'accalmie.

Les intérêts du peuple kurde sacrifiés

Le 29 décembre dernier, les responsables militaires russes ont organisé une réunion dans la base aérienne russe à Hemeimem, en Syrie, avec divers représentants des mouvements kurdes, dont les deux principales composantes le PYD et le Conseil national kurde. Il s'agissait de discuter de leurs relations futures avec le régime d'Assad. Les

autorités du régime ont soumis une liste de conditions qui encadreraient les relations entre Damas et l'enclave kurde, non reconnue par le régime Assad : soutien des mouvements kurdes à Bachar el-Assad aux prochaines élections, abandon de leur demande principale d'établir un système fédéral en Syrie, tandis que le drapeau du régime syrien devrait être déployé sur tous les édifices publics dans les régions à majorité kurde contrôlées actuellement par le PYD. En contrepartie, le régime ne réprimerait pas les mouvements kurdes, et certaines de leurs demandes seraient discutées... sans aucun engagement. Sentant le vent tourner en leur défaveur, les dirigeants du PYD avaient annoncé la suppression du mot Rojava – qui signifie Kurdistan occidental en kurde – du nom officiel de la fédération du nord de la Syrie, cela la veille des négociations. Des informations ont aussi fait état du départ des forces armées du PYD des quartiers kurdes



À Azaz, ville syrienne rebelle proche de la frontière turque, le drapeau de l'opposition à Bachar flotte encore. DR

d'Alep qu'ils contrôlaient, après un ultimatum de Damas. L'avenir pour les populations en lutte en Syrie, (arabes, kurdes ou autres), s'obscurcit toujours plus, malgré des résistances populaires et démocratiques locales qui continuent, à la fois contre le régime et contre les mouvements

islamistes fondamentalistes. Et le cas de la Syrie a démontré de nouveau la futilité de ceux qui cherchent des accords stratégiques avec des puissances impérialistes et régionales, ou mettent leur confiance en elles pour réaliser l'émancipation des classes populaires.

Joseph Daher

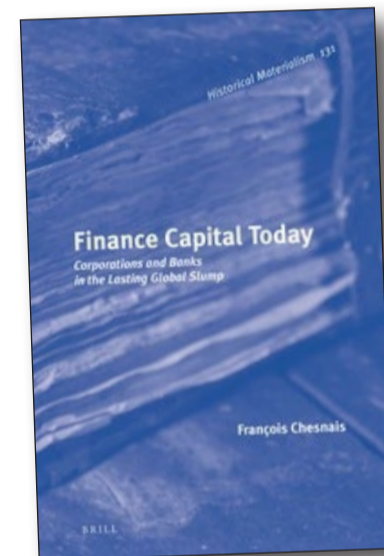
Le chiffre 3 000

C'est, en euros et par jour (!), le montant de la retraite de l'ancien dirigeant du groupe Volkswagen, Martin Winterkorn, contraint de démissionner en 2015 à la suite du scandale des moteurs diesel truqués. Depuis le 1^{er} janvier, il reçoit en effet une pension maison de 1,1 million d'euros par an. Encore un grand dirigeant exonéré de l'impact désastreux des actes commis sous sa responsabilité!



Agenda

Mercredi 25 janvier, rencontres de La Brèche, Paris. « Le cours actuel du capitalisme et les perspectives de la société humaine civilisée », avec François Chesnais et Michel Husson, à 18h30 à la Librairie La Brèche, 27 Rue Taine, Paris 12^e (métro Daumesnil).



NO COMMENT

Donnons une chance à cette loi puisqu'elle existe.

ARNAUD MONTEBOURG, candidat à la primaire de la gauche et ancien ministre de l'Économie et du Redressement productif, à propos de l'ouverture dominicale des magasins dans le cadre de la loi Macron, sur Europe 1 lundi 9 janvier.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

FRONT NATIONAL Quand l'extrême droite parle « social »...

La démagogie sociale est devenue consubstantielle du discours de l'extrême droite, au moins pendant les campagnes électorales, voire au-delà. Trois débats récents ont permis à la direction de développer à nouveau son discours prétendument « social »...

En 2012, Marine Le Pen avait par ailleurs proposé une augmentation de « 200 euros » pour les salaires les plus bas... mais en ne modifiant pas la répartition entre le capital et le travail. Sa recette miracle consistait alors à réduire radicalement les cotisations sociales, ce qui signifiait donc plus de « salaire direct », mais moins de protection contre la maladie, l'invalidité...

Et des couacs...

Les tentatives de l'extrême droite de faire incursion sur le terrain des politiques sociales connaissent aussi parfois de sérieux couacs. C'était le cas lors du « déplacement thématique » de Marine Le Pen dans le département de l'Eure, vendredi 6 janvier. Un déplacement à travers lequel elle cherchait à se présenter en « défenseur des services publics menacés dans les espaces ruraux », le troisième moment de sa campagne « sociale » du moment. Ainsi elle a visité un bureau de poste à Ecouis, 800 habitantEs. À au moins deux reprises durant son déplacement, Marine Le Pen a lourdement insisté sur le scandale qui consisterait, pour les habitantEs des zones rurales, à payer leurs services publics deux fois : à travers leurs impôts versés à l'État, et à travers les collectivités territoriales financées par les impôts locaux... Sauf que c'est tout simplement faux : nulle part en France, les services postaux ne sont financés par les collectivités territoriales. Et le journal *le Monde* de citer le maire de la petite commune : « Je m'étonne qu'elle ne soit pas plus au courant. » Certes, il est vrai que le recul des services publics, pas uniquement dans les zones rurales, constitue un vrai scandale social et politique. Mais il est tout aussi évident que le FN est vraiment le dernier interloqueur auquel on peut s'adresser si on veut combattre les inégalités... **Bertold du Ryon**



Agenda

Lundi 16 janvier, réunion publique du NPA, Évry. Avec Philippe Poutou, à 20h, salle de la mairie annexe, place du Général-de-Gaulle.

Jeudi 19 janvier, réunion publique du NPA, Angoulême. Avec Philippe Poutou, à 20h à la MJC Rives-de-Charente, 5, chemin du Halage.

Vendredi 20 janvier, réunion publique du NPA, La Ferté-Bernard. Avec Philippe Poutou, à 19h, Salle Maurice-Loiseau, avenue du Général-de-Gaulle.

Samedi 21 janvier, fête du NPA27, Louviers. À 16h, « Des paysans, pour quoi faire? », avec Thierry Martin, exploitant agricole à Broglie, et à 19h30, réunion-débat avec Philippe Poutou. Au Moulin de Louviers.

Samedi 21 janvier, réunion publique du NPA, Poitiers. Conférence sur l'écoféminisme avec Christine Poupin, à 18h30 à l'auberge de jeunesse.

Jeudi 26 janvier, réunion publique du NPA, Limoges. Avec Philippe Poutou, à 20h, salle Léo-Lagrangé (derrière la mairie).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

D'abord, il y a eu la polémique déclenchée au moment où François Fillon a gagné l'élection primaire de la droite LR, fin novembre, autour de son projet pour la Sécurité sociale. Son plan de limiter l'assurance maladie légale aux « gros risques » et aux maladies de longue durée, faisant la part belle aux assurances privées, a fait chuter le candidat de droite dans les sondages au cours du mois de décembre. D'autant plus que Fillon, s'il a un peu modéré son propos lors d'une visite dans un hôpital effectuée le 14 décembre dernier, maintient son projet malgré toutes les résistances.

Derrière les attaques contre Fillon, encore pire!

Marine Le Pen y a vu une belle occasion de positionner son parti vent debout contre le discours de François Fillon. Elle se fait même – dans le verbe – la défenseur acharnée du programme du Conseil national de la résistance (CNR) de 1943 qui est à la base de la création de la Sécu. Une occasion trop belle pour la présidente du FN de gommer, aux yeux de l'opinion publique, le passé de son propre parti... qui plonge ses racines non pas dans la Résistance mais pour beaucoup de ses fondateurs dans l'activisme pro-nazi et collaborationniste. Ainsi, pour appuyer sa campagne, le FN a fait imprimer de fausses cartes Vitale, mais vrais tracts, qui portent l'inscription : « Fillon va vous rendre malade. (...) Une opération radicale

LE FN RASSURE SUR SON PROGRAMME SOCIAL



sans anesthésie!» Une opération de communication qui sans surprise permet d'introduire la prétendue fraude comme raison des difficultés rencontrées par la Sécu et la suppression de l'Aide médicale d'État (AME) aux personnes sans-papiers comme réponse... Cela ne doit aussi pas faire oublier que Marine Le Pen avait fait campagne en 2012 contre une prétendue fraude gigantesque à la Sécu, affirmant alors qu'il y aurait « dix millions de cartes Vitale volées » en circulation... C'était archi-faux, la candidate confondant numéros mal attribués (par exemple suite à des erreurs administratives) et fraudes réelles. Mais cela lui permettait alors de faire miroiter des « économies

potentielles » délirantes en matière d'assurance maladie...

Coup de pouce... à la réaction

Le deuxième débat, autour du 20 décembre, concernait l'absence de « coup de pouce » en matière d'augmentation annuelle du SMIC, pour la onzième année consécutive (il n'y en aura eu aucun pendant tout le mandat de François Hollande...). Le FN faisait partie de ceux et celles qui criaient au scandale... Sauf que le parti lui-même ne propose qu'une augmentation « raisonnable », non chiffrée, à la différence des demandes concrètes – et chiffrées – par exemple de la CGT et de FO.

NPA Arguments de campagne

Combattre le réchauffement climatique

Après la COP21 du Bourget et son accord « historique », après la COP22 de Marrakech, toujours rien ! Passées l'euphorie médiatique et la prétention d'avoir « sauvé le climat », les gouvernants ont repris leur rôle de pantins aux ordres des dirigeants des grands groupes industriels et bancaires, bien incapables de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) reconnus comme le moteur du réchauffement qui menace.

Où en est-on ?

La concentration de GES provient de nos modes de production et de consommation : transports, agriculture, chauffage, déforestation, industrie... Le capitalisme basé sur l'exploitation des énergies fossiles ne peut qu'aggraver la situation. Alors que les experts du climat ont affirmé que 80% des réserves connues de pétrole, gaz, charbon devaient rester sous terre, donc inexploitées, les firmes industrielles poursuivent leur extraction. Les conséquences du basculement climatique sont claires : montée des eaux, menaces de disparition de régions d'Asie, d'Iles du Pacifique, de villes comme Tokyo, Amsterdam, Miami. Des millions de réfugiés climatiques (l'ONU en prévoit 250 millions en 2050), recrudescence de maladies, explosion de la pauvreté, effondrement de la biodiversité... Ces catastrophes annoncées exigent des mesures drastiques. Au lieu de ça, les gouvernants inactifs face aux lobbys du fric, font mine d'agir et nous enfument. Les capitalistes, eux, s'activent, pour trouver dans la transition énergétique de nouvelles sources de profit.

Quels sont leurs réponses ?

Aidés de scientifiques, les capitalistes se démènent pour enrober leur insatiable voracité d'un vernis vert pâle. Ils persistent à dire que le nucléaire ne produit pas de CO₂, font fi de son extrême dangerosité et des déchets qui débordent des centrales usées. Ils promeuvent une « agriculture intelligente face au climat »... toujours plus utilisatrice d'engrais et d'OGM. Exploitant le fantasme de la « voiture propre », ils vantent la voiture électrique (électricité à 75% nucléaire). Ils investissent dans les énergies renouvelables, aidés par des éluEs qui bradent les services publics (eau, électricité, chauffage). Ainsi des multinationales exploitent des chaudières à bois, des éoliennes, distribuent l'eau potable... Tout cela avec un label écolo de pacotille qui leur permet de capter les profits. Le capitalisme vert est une arnaque ! Enfin, dernier avatar de la technoscience, la géo-ingénierie étudie les moyens de diminuer l'impact du rayonnement solaire et de capter le CO₂. Ses dingeries chèrement financées sont à la hauteur des liaisons dangereuses entre le fric et la



science asservie. Envoyer des milliers de tonnes de particules réfléchissantes et de soufre dans l'atmosphère (les pluies acides!), fertiliser les océans avec du fer qui accentuerait leur acidité croissante, rendre les nuages plus brillants... sont un échantillon de l'absurdité du système. Les mêmes qui extraient et polluent d'un

côté prétendent stocker le CO₂, cela malgré les dangers et le coût énergétique. Alors, plutôt que de sombrer dans la barbarie, approprions-nous l'enjeu climatique.

Quel est le projet du NPA ?

Nous voulons engager une transition sociale et écologique radicale en commençant par stopper tous les grands projets destructeurs imposés, coupables d'émissions de gaz à effet de serre et d'artificialisation des terres : deux causes majeures du réchauffement climatique. En matière d'énergie, nous proposons un plan pour aboutir à 100% d'énergies renouvelables en 2050 qui combine l'arrêt du nucléaire en moins de 10 ans ; la fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de 30 ans ; l'abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs de haute activité ; la sortie des énergies fossiles ; des économies : constructions sobres et accessibles, réhabilitation, isolation de l'existant, après avoir réquisitionné les 3 millions de logements vacants, arrêt des productions inutiles et dangereuses avec la reconversion des travailleurEs, interdiction de la publicité,

fin de l'obsolescence programmée avec des produits durables, réparables et recyclables. Contre la précarité énergétique, nous proposons la gratuité des premiers kWh indispensables.

Dans les transports, il est urgent de diminuer l'usage de la voiture en instaurant des transports en commun publics gratuits. Urgent d'en finir avec le tout-camion et de réduire le transport de marchandises en localisant les productions, en supprimant le juste-à-temps et ses stocks roulants. Nous défendons la rupture avec l'agriculture industrielle et la reconversion de l'agriculture en bio sur 10 ans, ce qui exige d'interdire les intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides, fongicides...) et les OGM. Il faut développer des circuits courts de transformation et de distribution. Cette politique volontariste implique l'expropriation des grands groupes bancaires et financiers de l'énergie, de l'agro-industrie, de la distribution... et la création de services publics décentralisés sous le contrôle et la gestion des travailleurEs et des usagerEs.

Commission nationale écologie

FILLON Lutte contre la pauvreté... ou guerre aux pauvres ?

Le premier déplacement de l'année de Fillon s'est déroulé dans un centre Emmaüs à Paris. Une visite parfaitement mise en scène par son staff de campagne pour faire croire que le sort des plus démunis lui tient à cœur...

Fillon a-t-il voulu redorer cinq minutes son blason de « gaulliste social » qu'il avait pourtant lui-même jeté aux oubliettes lors de son grand oral devant un parterre de patrons réunis par la fondation Concorde avant sa victoire aux primaires de la droite ? En effet, lors de son discours devant ce think tank patronal, rendu public récemment, Fillon s'était franchement lâché et avait annoncé clairement sa thérapie de choc contre le monde du travail. Et dans la lettre qu'il a adressée aux « associations caritatives et sociales » le 8 novembre dernier, il indique aussi clairement que « c'est pour briser cet insupportable chômage de masse que je propose aux Français les mesures radicales qui, seules,



Fillon fait dans l'exotisme : il rencontre des pauvres... DR

permettront de créer un environnement réellement favorable à la création d'emplois : la réforme du marché du travail, la suppression des trente-cinq heures, la baisse des charges des entreprises, la libération de l'entrepreneuriat, la maîtrise des dépenses publiques et le désendettement du pays ». À ces remèdes ultra-libéraux pires que le mal capitaliste, il faudra associer selon Fillon une arme de dissuasion massive pour celles et ceux qu'il qualifie d'« assistés » et qui rechigneraient à travailler : la baisse des allocations et minimas sociaux à travers la fusion dans une allocation sociale unique (ASU) de tous les dispositifs d'aides (RSA, allocation de

solidarité spécifique, prime d'activité et allocations logement). Et il est opposé à l'idée d'un « RSA jeune » parce que cela conforterait ceux-ci, là encore, dans l'assistance. Fillon aime les pauvres... mais vraiment pauvres !

Des pauvres méritants et dociles... sinon c'est la trique

Le centre « Emmaüs Défi » dans lequel il s'est rendu a la particularité d'être co-financé par de l'argent public... et la fondation d'entreprise de Sanofi, dirigée par Xavier Darcos, ancien ministre de l'Éducation de Fillon. La condition pour y être accueilli est d'accepter « la réinsertion par le travail »...

Un exemple érigé en norme par Fillon, car en plus de voir leurs revenus déjà très maigres diminuer, les personnes qui toucheront l'Allocation sociale unique seront soumises à un contrôle social renforcé : « Dans le cadre d'un schéma territorial de l'intervention sociale, une remise à plat complète de la chaîne de décision et d'intervention dans le domaine de l'intervention sociale sera mise en chantier. Elle intégrera les principes suivants : institution d'un référent de parcours qui coordonnera l'action des divers intervenants concernés, mise en place d'un dossier unique, dans le respect des règles relatives à la protection des données personnelles, développement des procédures et démarches dématérialisées, etc. ». Fillon, fervent catholique pratiquant, s'y connaît en charité à la mode paternaliste et moralisatrice. Quant à en finir avec la pauvreté et le chômage, bien naïfs ceux qui croiraient une seule seconde aux promesses du candidat Fillon, à propos duquel un récent article du *Canard enchaîné* révélait qu'il est notamment l'heureux propriétaire d'un château dans la Sarthe, daté du 15^e siècle et composé de 3 000 m² de bâtiments historiques et de 14 hectares de terres ! Fillon parlera-t-il bientôt de « manants » quand il parlera des pauvres ?

Marie-Hélène Duverger



En action !

Dax Succès du procès de l'évasion fiscale et de la BNP ! Lundi 9 janvier avait lieu à Dax (Landes) le procès de Jon Palais, militant « faucheur de chaises ». Il était poursuivi par la BNP pour avoir participé en octobre 2015, dans le cadre d'un mouvement national pour dénoncer l'évasion fiscale, au fauchage de 14 chaises dans une agence parisienne de la banque... 196 chaises au total avaient alors été réquisitionnées dans différentes agences, avant d'être remises à la police lors d'une « cérémonie » en février dernier.

Mais le procès de Jon Palais a été transformé en celui de la BNP et de l'évasion fiscale par les 2 000 militantEs venus le soutenir tout au long de la journée. Avant la manifestation devant le tribunal, nous étions dès le matin près de 500 personnes serrées pour assister à la table ronde, largement médiatisée, qui réunissait les candidats à la présidentielle Philippe Poutou, Yannick Jadot (EÉLV), Pierre Larrourou (Nouvelle Donne), la candidate de la « primaire citoyenne », ainsi que des représentantes de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon.



DR

Une table ronde au cours de laquelle tous les intervenants se sont insurgés contre l'évasion fiscale, dénonçant les liens étroits entre personnel politique et représentants des banques, le verrou de Bercy qui a tout pouvoir pour bloquer les poursuites en justice concernant la finance... Philippe Poutou s'est lui réjoui de l'unité en soutien à Jon Palais et aux militantEs, tout en rappelant à ceux qui disaient sur le ton de l'évidence « nous sommes d'accord à 98 % » qu'il y avait de nettes divergences entre ceux qui ont été membres de gouvernements ou alliés du PS et ceux qui militent contre le capitalisme, convaincus que seule l'intervention du monde du travail et de la population peut défendre les intérêts collectifs face à la finance, posant en particulier la question de l'expropriation des banques, de la constitution d'un monopole public bancaire. Une intervention largement applaudie et à laquelle ont fait écho dans le débat plusieurs interventions de militantEs. Une journée de contestation du pouvoir et de la finance qui s'est terminée par une assez bonne nouvelle : la réquisition du procureur demandant la relaxe pour « l'emport » de chaises et la non-application de peine pour le refus d'empreintes digitales et de prélèvement ADN. Un premier vrai succès et un encouragement, en attendant le verdict... et le procès à venir d'autres militantEs.

Eure Première étape perturbée du tour de France lepéniste. Après une visite très médiatisée dans un village où elle s'est pris les pieds dans le tapis dans ce qu'elle aurait voulu être une défense des services publics, Marine Le Pen avait un rendez-vous très discret avec les journalistes dans une auberge proche de Louviers. L'ayant appris moins de 24 heures à l'avance, le NPA et le PCF Seine-Eure ont appelé à manifester...

150 personnes lui ont donc gâché son goûter : les réseaux ont fonctionné, il y avait quelques maires, les conseillers départementaux PCF et EÉLV, et au-delà des organisateurs, de nombreux individus qui ne voulaient pas laisser passer sans réagir. À noter que le PS s'était décidé à appeler, même s'il était très faiblement représenté, en particulier en la personne de son secrétaire départemental, Jamet (directeur général de LVMH, acteur involontaire de *Merci patron!*) qui a préféré ne pas intervenir. Pas facile de concilier son rejet de l'extrême droite et la politique menée depuis cinq ans qui permet son essor...

Une heure durant, les slogans ont alterné avec des prises de parole, dont celle remarquée d'un des secrétaires de l'UD CGT de l'Eure insistant sur le danger que représente le F-Haine pour les travailleurEs. Après la manifestation de Serquigny il y a deux mois contre la provocation de ce même FN qui voulait empêcher l'accueil des migrantEs, c'est un nouvel encouragement à s'opposer au F-Haine sur le terrain, tant qu'il le faudra.

NO COMMENT

Oui c'est injuste parce que ou bien le Front national est interdit comme un parti dangereux pour la démocratie, ou bien c'est un parti qui a des élus, ce qui est le cas, comme les autres, et, dans ce cas, il n'y a pas de raison pour un banquier de faire de l'ostracisme. Donc je ne plaide pas pour qu'ils aient de l'argent mais je suis d'accord pour leur donner ce coup de pied de l'âne et dire aux banquiers : « ayez pitié du FN, parce que d'habitude vous n'avez pas de morale, alors ne faites pas semblant d'en avoir cette fois-ci ».

JEAN-LUC MÉLENCHON, lundi 9 janvier sur BFMTV/RMC, à propos des difficultés du FN pour emprunter de l'argent...

SOUSCRIPTION

Un résultat... qui ne résout rien

Alors que les derniers chèques sont en train d'être encaissés, il est acquis que le résultat de la souscription 2016 s'établira, avec environ un millier de dons versés, entre 240 000 et 245 000 euros.

Alors que les campagnes 2014 et 2015 avaient frôlé les 300 000 euros, cette cuvée 2016 est notre plus mauvais résultat depuis 2012, quand la cagnote s'était au final remplie de 213 000 euros. Avec donc un résultat de 245 000 euros cette année, disons-le clairement : rien n'est résolu...

En effet, avec près de 300 000 euros en 2014 et 2015, le NPA pouvait certes boucler son modeste budget courant annuel, lequel s'établit entre 600 000 et 650 000 euros. Mais une fois ceci fait, un peu moins de 50 000 euros pouvaient être épargnés ! Autant dire rien, ou presque. Avec un résultat entre 240 000 et 245 000 euros en 2016, une nouvelle marche est descendue : nous ne pourrions évidemment rien provisionner, mais c'est désormais le bouclage de notre modeste budget courant qui est sérieusement hypothéqué.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO



Discussions et choix

Alors que nous n'avons plus aucune épargne et presque plus de trésorerie, 2017 sera donc une année charnière pour nos finances. D'autant que cette année ne sera pas avare en défis politiques, lesquels vont rarement sans besoin financier...

En l'état, le NPA ne pourra probablement pas supporter toutes ses dépenses actuelles une année de plus. Certaines discussions vont donc devoir être menées, tant sur nos dépenses que sur nos recettes, et des choix opérés.

Quoi qu'il en soit, merci à toutes celles et ceux qui continuent de nous soutenir, vos dons sont plus vitaux que jamais. À très vite !
Sylvain Madison

L'Anticapitaliste la revue
Le n°83 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

POUR UNE ÉDUCATION NATIONALE LIBÉRÉE DU CAPITALISME



En 2012, Hollande, ennemi de la finance n'en est pas à un mensonge près. Il fera donc de l'éducation sa priorité. Mais comme pour l'ensemble de sa politique et celle de ses gouvernements, il aura dès le départ répondu aux trompettes des politiques austéritaires et propatronales.

Les postes d'abord. C'est une préoccupation majeure pour les personnels, de la maternelle à l'université. Avec moins de postes, les effectifs par classe enflent, les possibilités de travail en petits groupes s'amenuisent, les remplacements en cas de maladie (de soi ou de ses enfants), en cas de formation ou bien encore d'exercice du droit syndical sont de plus en plus une gageure. Cela a deux conséquences. Une immédiate : la perte de centaines d'heures de classe ou de cours par an pour les élèves. Ce ne sont pas les grèves légitimes des personnels qui sèment les inégalités d'accès au savoir mais bien le gouvernement qui faillit à assurer la continuité du service public d'éducation. La deuxième

conséquence, moins visible, est l'impact sur le rapport au travail des personnels : convaincus de ne pas être remplacés, nombre d'entre elles-eux écourtent leurs arrêts maladie, ne partent plus en formation ou bien encore sont rappelés sur leur poste en plein milieu de la session... Concernant enfin l'exercice du droit syndical, il est aussi méchamment écorné. Les remplacements des personnels pour cause de mandat syndical ne sont quasiment plus assurés dans un certain nombre d'académies faute d'enseignantE remplaçant existant.

Où sont les 60000 postes annoncés ?

Ces prétendues créations de postes n'ont eu aucun effet dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités. À l'inverse, le nombre d'embauche de contractuels, notamment dans le premier degré, augmente sans cesse. Il y a donc bien des besoins mais le gouvernement a préféré y répondre par une explosion de la précarité. Il a beau jeu à présent de dire que les postes existent mais ne sont pas pourvus. C'était

une conséquence ô combien prévisible et d'ailleurs prévue par les personnels mobilisés en 2009 de la masterisation et du recrutement pour les concours à bac+5.

Le Parti socialiste au pouvoir n'aura pas fait que suivre le cours du gouvernement précédent, en étranglant les services publics dont celui de l'éducation. Il a aussi mis en place de manière concomitante tout un dispositif de réformes déstructurant les équipes pédagogiques, comme la réforme des rythmes. Tout cela a renforcé encore plus les inégalités sociales, comme la sortie injustifiée de nombre d'établissements scolaires du dispositif éducation prioritaire ou bien encore la réforme du collège.

Dans ce dossier, nous avons voulu revenir sur cinq ans de politiques éducatives, dans la continuité du gouvernement Sarkozy mais ouvrant également une brèche au gouvernement suivant. Les réacs de tout poil rêvaient d'en finir avec Mai 68, Peillon et Vallaud-Belkacem leur ont servi cela sur un plateau...

STATUT DES ENSEIGNANT-E-S : UNE CASSE SOCIALE POUR DÉTRUIRE LE SERVICE PUBLIC

À tous les niveaux de l'enseignement, une destruction méticuleuse des obligations réglementaires de service est en cours. Elle s'assigne pour objectif d'augmenter la charge de travail des personnels, d'individualiser les parcours professionnels et de briser les solidarités, les collectifs de travail.



Une charge de travail alourdie, l'accumulation de tâches impossibles à accomplir

Dès le premier degré, l'objectif est tout de suite avancé : annualiser une partie du temps de travail enseignant de manière à multiplier les réunions, les injonctions, sous le contrôle d'une direction d'école au pouvoir hiérarchique renforcé. Cette organisation, faite au détriment de la formation continue et de la concertation, peut aussi prendre la forme de formations à distance obligatoires (seulE devant son ordinateur, on est loin de l'échange de pratiques!).

Au collège et au lycée, les nouvelles obligations réglementaires de service mises en œuvre à la rentrée 2015 relèvent de la même logique. Les missions « à côté » de la classe prennent alors une place prépondérante, avec pour

les chefs d'établissement le pouvoir de récompenser l'implication des enseignantEs dans ces réunions multiples ou ces tâches de coordination, en ayant la main sur une partie de leur rémunération...

À l'université, le gel des postes crée une telle pénurie que de nouvelles mesures rendent possibles la modulation de la charge d'enseignement au détriment de la recherche.

PPCR : une faible revalorisation au service de l'individualisation des parcours professionnels

Après des années de gel du point d'indice servant de base de calcul pour la rémunération des fonctionnaires, le gouvernement s'est lancé dans un processus de négociations avec les organisations syndicales pour une revalorisation des salaires de la fonction publique. L'appétit des syndicats

était grand pour sortir de ce processus une « victoire » : le dégel du point d'indice. Le gouvernement en a profité pour redéfinir les carrières des fonctionnaires dont celles des enseignantEs.

Ainsi, en échange d'une maigre revalorisation ne rattrapant clairement pas les pertes de pouvoir d'achat de ces dernières années, une partie des fédérations syndicales a accepté la création d'un troisième grade (la classe exceptionnelle) à même de créer un débouché de carrière favorisant les personnels, et obéissant ainsi aux logiques libérales à l'œuvre. La FSU (majoritaire et historiquement alliée à Sud ou à la CGT sur beaucoup de questions, comme la loi travail) a accepté ce marché de dupe. Nul doute qu'elle en sera comptable aux prochaines élections professionnelles.

VERS UN COLLÈGE DE CLASSE...

La réforme du collège est effective depuis la rentrée. Présentée par le gouvernement comme assurant davantage d'égalité, elle est au contraire vecteur d'inégalités aggravées!

La réforme s'est d'abord traduite dans la plupart des établissements par une diminution de la DHG (dotation horaire globale), ce qui provoque des pertes d'heures dans certaines disciplines, la disparition de nombreux projets et dispositifs et la perte d'heures dédoublées au détriment des élèves qui en ont le plus besoin.

Ils cherchent à augmenter la reproduction sociale

Des établissements se sont vu attribuer des dérogations à la limite des 26 heures hebdomadaires pour les élèves. Mais cela concerne essentiellement le maintien des filières d'excellence telles que les classes européennes. C'est dans ce cadre que l'option latin a été maintenue à Paris, et pas dans ses banlieues, dans tous les collèges qui la proposait l'an dernier.

La « marge d'autonomie » donnée aux chefs d'établissement crée des pôles de spécialisation : tel établissement propose du latin ou une classe européenne grâce à des dérogations, alors que tel autre propose un accompagnement pour les élèves en difficulté scolaire. Certains établissements concentreront leurs moyens pour la mise en place des EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires) avec des dédoublements ou du coenseignement, cela étant pris par exemple sur les heures de mathématiques ou de français. Loin de réduire les inégalités scolaires, la nouvelle structure du collège ne peut que creuser l'écart entre les établissements.

Vers la fin du « collège unique » ?

Pris dans la mise en place des nouveaux programmes pour toutes les classes, les enseignantEs

manquent de temps pour prendre le recul nécessaire à la réflexion sur ce qu'ils mettent en place. La résistance contre ce nouveau collège a été importante chez les enseignantEs... mais bien faible chez les principaux syndicats, sans compter ceux qui ont soutenu la réforme. Tout cela contribue à entériner cette réforme.

Cela ne manquera pas à terme de favoriser les déplacements d'élèves en fonction des langues ou EPI proposés et d'accentuer encore la ségrégation scolaire, ce que l'existence d'établissements privés et les inégalités territoriales renforcent déjà.

Cette réforme laisse un espace important pour que les politiques de droite proposent d'en finir avec le collège unique pour mettre en place réellement un collège de la reproduction sociale. Voilà l'objectif réel de la réforme du collège.

« TOUCHE PAS À MA ZEP! »

L'éducation prioritaire en tant que dispositif a été légiférée en 1981. Mais l'idée de donner plus aux quartiers populaires où se propage déjà la misère sociale a vu le jour à partir des travaux de Pierre Bourdieu, pour devenir dans les années 1970 une revendication syndicale...

Moins d'élèves par classe, des moyens pour mettre en œuvre des projets, des activités que seule la bonne volonté des équipes enseignantes ou même des parents ne pouvaient financièrement assumer, des primes aux enseignants afin d'inciter à rester dans ces écoles et établissements pour stabiliser les équipes... Autant de bon sens ou de minimum syndical dirions-nous. Pourtant, ce maigre pécule aura une vie bien courte. Dès les années 2000, il est temps de le remettre en cause. Les sigles vont alors commencer à se succéder, faisant intervenir de plus en plus souvent les notions d'ambition et de réussite, mais surtout grignotant un peu plus à chaque étape les moyens supplémentaires accordés.

Le gouvernement a un objectif, détruire les ZEP

Initiée par Peillon et défendue bec et ongles par Najat Vallaud-Belkacem, la refondation de l'éducation

prioritaire est en train d'anéantir ce qu'il reste des anciennes ZEP. Il y a deux ans, le travail de sape était amorcé dans les écoles et les collèges. Bien sûr, après avoir fait passer la réforme des rythmes et la réforme du collège, le gouvernement n'a pas annoncé de but en blanc la disparition de l'éducation prioritaire, mais des reclassements. Dans certains quartiers, des collèges et des écoles sont sortis manu militari du dispositif sous prétexte que la situation sociale globale du quartier se serait améliorée... ce qu'évidemment les principaux intéressés (enfants, parents et enseignants) n'ont absolument pas constaté!

Cela permettait ainsi de donner plus à des établissements déjà classés mais dans une situation jugée alarmante, les REP+. Jolie mise en concurrence des quartiers populaires, des enfants de la classe ouvrière. Deux ans après, les enseignants des REP+ ont pris l'habitude de se nommer les « riens en plus » pendant

qu'ailleurs, les « sortants » périclitent, et ceux restés REP voient leurs effectifs augmenter d'année en année.

Exiger plus de moyens pour toutes

Cette année, pour la mise en application de cette réforme dans les lycées, la mesure a été encore plus radicale: tout le monde sort! Cela a donné lieu au mouvement Touche pas à ma ZEP qui, dès la rentrée de janvier 2017, entame de nouvelles journées de grève et de possibles départs en grève reconductible.

Le mouvement exige non seulement le retrait de ce projet mais surtout un label unique Éducation prioritaire, de la maternelle au bac, incluant tous les établissements et réseaux ayant aujourd'hui divers classements mais aussi une inégalité de traitement. Un label qui serait contraignant pour l'État en termes de moyens, de bonifications et de possibilité de mutation.

RÉACTUALISER LE COMBAT PÉDAGOGIQUE POUR L'ÉMANCIPATION

La question de ce qu'on enseigne à l'école et comment on le transmet prend une grande importance dans la campagne pour les élections présidentielles.

Si on en croit la plupart des candidats des droites, la source de tous les dysfonctionnements de l'école tient en un seul terme: le « pédagogisme »¹. La solution serait donc dans l'enseignement de prétendus fondamentaux: la lecture, la morale et le roman historique de la France, où par exemple, la colonisation ne visait qu'à « partager [sa] culture aux peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord » (Fillon, le 28 août dernier).

Hollande, pendant son quinquennat, a détourné des préoccupations pédagogiques parfois légitimes pour ses réformes réactionnaires. Les rythmes scolaires à l'école ou les enseignements interdisciplinaires en collèges ne sont pensés par le ministère que comme des moyens pour diminuer le temps d'apprentissage des jeunes, et donc réduire le « coût » de l'éducation et augmenter les inégalités sociales. Dans ces conditions, la tentation est grande de penser que la pédagogie n'est qu'un artifice, qui nous éloignerait des revendications indispensables sur l'augmentation des moyens financiers pour enseigner et apprendre dans de bonnes conditions. Et de reléguer la pédagogie aux lendemains du « grand soir ».

La pédagogie au cœur du combat au sein de l'école

Le projet politique des droites comme du PS est une offensive idéologique et économique pour un retour à l'école de la III^e République de Jules Ferry: le livret scolaire unique, numérique, permet de contrôler la main-d'œuvre, les rythmes scolaires de renforcer les différences éducatives entre quartiers riches et quartiers pauvres, les successions de nouveaux programmes

diminuent les contenus culturels et l'autonomie des élèves et ainsi renforcent les inégalités sociales. L'offensive sur la morale et la désignation d'un ennemi intérieur, les exercices antiterroristes, incitent à penser le monde comme le théâtre d'une guerre de civilisation dans lequel la puissance de la France serait une protection.

Face à cela, nous opposons un projet global d'émancipation des jeunes. Il faut réactualiser les thèses des pédagogues du début du siècle. Le faire dans les classes, dès aujourd'hui, tout en continuant de nous battre pour améliorer les moyens d'enseignement et d'apprentissage, est un outil pour l'autonomie scolaire et politique des jeunes, ainsi que pour affaiblir l'État policier.

Dans les luttes, nous essayons de mettre en place des espaces de discussion et de prise de décision collectifs, nous établissons des rapports humains basés sur la coopération et l'entraide. Les pédagogies émancipatrices cherchent à transposer cela dans les écoles. Il ne s'agit pas de savoir si un mode de fonctionnement différent permet de finir les programmes, mais de faire émerger d'autres rapports entre les individus, qui correspondent plus aux rapports que nous voulons mettre en place dans une autre société.

1 - Néologisme inventé par Brighelli, ex-chevènementiste reconverti au FN. Lire à ce sujet *l'École des Réac-publicains* de Grégory Chambat, ed. Libertalia, 2016.

La pédagogie n'est pas un buzz médiatique...

Dans son livre *Les Lois naturelles de l'enfant*, Céline Alvarez redécouvre que rendre les enfants actifs dans l'apprentissage de leurs savoirs permet une meilleure appropriation des connaissances. Il n'est jamais trop tard pour redécouvrir la pédagogie Montessori (qui a tout de même 110 ans), renforcée par les études récentes en neurosciences.

Cependant, Céline Alvarez a pu faire son expérience car elle était largement financée (par le privé et par l'Éducation nationale), au-delà des financements des autres classes (y compris les autres classes de l'école où elle travaillait...). Au contraire de sa démarche, nous exigeons ces moyens pour toutes les classes. De plus, son expérience est totalement isolée (dans sa classe, dans son école). Là encore, notre conception de la pédagogie est avant tout une entraide entre les jeunes, mais aussi entre les enseignantEs. Enfin, la pédagogie est un outil sur le long cours. Prétendre avoir fait le tour de la question en trois ans est, au mieux, une mystification.

La pédagogie n'est jamais déconnectée des conditions sociales de son fonctionnement. Ce n'est pas un « zoo » expérimental, mais l'exact contraire. Nous sommes pour des pédagogies émancipatrices, car nous sommes pour la transformation révolutionnaire de la société. C'est pourquoi le livre de Céline Alvarez apparaît comme la figure de proue de la réaction dans l'éducation, tant par le côté naturel et neurologique de l'éducation qu'elle met en avant que par l'individualisme de sa démarche.

POUR EN FINIR AVEC LA CASSE DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION, NOS LUTTES DOIVENT S'UNIR ET S'AMPLIFIER!

Depuis l'élection de François Hollande, pas une année sans que l'éducation nationale ne fasse parler d'elle: en 2013 dans le primaire contre la réforme des rythmes, en 2014 dans les universités pour plus de moyens et dans les ZEP contre la sortie de certains établissements et certaines écoles du réseau, en 2015 contre la réforme du collège, et en 2016 contre la loi travail via la jeunesse scolarisée, avec aussi le début de la colère des lycées classés ZEP et menacés à leur tour d'en sortir.

Les raisons sont à chaque fois identiques: stopper l'hémorragie de moyens, réclamer la reconnaissance du métier, retrouver de la dignité dans l'exercice d'enseigner, revendiquer une augmentation salariale, des conditions d'apprentissage décentes pour les enfants et les adolescents. Et ce gouvernement autoritaire, spécialiste de l'état d'urgence, n'a jamais hésité à recourir à la répression pour sanctionner des collègues. À Toulouse ou encore à Colombes (92), des enseignantEs auront dû aller jusqu'à la grève de la faim pour retirer ou atténuer les mesures disciplinaires à leur encontre.

Une partie de ces mobilisations freinent localement les attaques, permettent même de gagner une limitation des effectifs par classe, installent un certain rapport de forces avec notre hiérarchie, mais nous n'avons pas réussi à faire de démonstration identique à l'échelle nationale.

En 2013 pourtant, lors de la mobilisation contre les nouveaux rythmes scolaires dans le premier degré, les taux de grève avaient dépassé ceux de 2003. Mais à chaque mobilisation, un obstacle de taille s'est dressé devant les personnels mobilisés: le dialogue social entre les organisations syndicales et le ministère. La FSU, organisation

syndicale majoritaire dans le primaire, le secondaire et à l'université, n'aura eu de cesse de coller au calendrier ministériel, celui-ci étant bien sûr conçu pour que les attaques se fassent de manière désynchronisée d'un degré à l'autre. Et à aucun moment, la FSU, principale fédération dans l'éducation nationale, n'a rebondi sur la dynamique d'une mobilisation pour permettre un mouvement de l'ensemble du secteur. Quant aux autres syndicats, ils auront préféré jouer la carte de la critique mais sans non plus se saisir des opportunités.

C'est pourquoi, dans ce contexte, la mobilisation actuelle des enseignantEs de lycées menacés de sortir d'éducation prioritaire peut être une possibilité d'inverser ce schéma. Organisés en collectifs, les salariéEs mobilisés sont en passe d'organiser une journée nationale, avec éventuelle montée à Paris. Pour l'instant encore, aucune structure syndicale n'appelle franchement à ce que la mobilisation s'élargisse de la maternelle au lycée. Mais c'est tout l'enjeu que nous aidions ce collectif à perdurer, se renforcer pour être un outil au service de l'amplification de la mobilisation. Alors que dans plusieurs établissements, la rentrée n'a pas été assurée, et que depuis le 3 janvier, la grève reconductible a été votée, renforçons cette mobilisation et tentons d'infliger un camouflet à Najat Vallaud-Belkacem et à son gouvernement, à quelques mois du premier tour de la présidentielle.

Tous les candidats prétendent faire de l'éducation un point central de leur prochain quinquennat. À nous de les prendre au sérieux: nous nous battons contre toutes leurs attaques, le plus largement possible, pour leur infliger des défaites, pour changer totalement la société et son école!

REDONNER ESPOIR ET ENVIE AUX PROFS

CE TAXIDERMISTE FAIT VRAIMENT DU BON BOULOT!



CHARMAG

MATERNITÉ DE TENON PARIS 20^e

En grève depuis cinq semaines!

Depuis le 3 décembre, la maternité de Tenon est en grève. Le personnel rejette massivement un projet de réorganisation qui vise à intensifier le travail.

Ainsi, pour 1900 accouchements en 2016, 2700 prévus en 2017 et 3500 en 2018, l'effectif doit rester constant! Soutenues par leurs syndicats Sud et CGT, les grévistes (exclusivement des femmes) ont organisé de nombreuses actions, notamment l'invasion du CHSCT central de l'AP-HP, afin d'interpeller Martin Hirsch en direct... Grâce à leur combativité, les grévistes ont déjà obtenu satisfaction (oralement) sur certains points. Dorénavant, les absences de longue durée seront remplacées par des suppléances ou des CDD. Qui plus est, la direction a accepté que les postes d'aides-soignantes et d'auxiliaires de puériculture, deux catégories que la direction veut fusionner, soient couverts par volontariat, et les volontaires recevront une vraie formation, au lieu de la formation bidon de cinq jours (!) qui leur avait été proposée. Par contre, l'exigence des grévistes d'embauche de sept postes toutes catégories confondues a encore une fois été rejetée à la dernière réunion de négociation du 5 janvier.

Construire la convergence

Pour faire face au problème de la perte de salaire, les grévistes ont mis en place une caisse de grève alimentée par les travailleurEs et les usagerEs de l'hôpital et par la population du quartier. Il est décisif que la solidarité s'étende et se renforce.

La grève de la maternité de Tenon n'est pas un cas isolé. Il y a des grèves

contre le plan Hirsch de réorganisation des services dans l'AP-HP, dans le service de gynécologie à Tours, et dans des services des urgences, saturés par l'épidémie de grippe. Le privé se mobilise aussi: ainsi, la polyclinique de Tarbes a fait grève pendant deux mois (voir article en page 9). Sans attendre la manifestation nationale du 7 mars, ne pourrait-on pas commencer à faire converger toutes ces luttes dès maintenant? Tous et toutes ensemble, mobilisons-nous pour un plan emploi formation de 120 000 emplois pour les établissements hospitaliers; la réduction du temps de travail à 32 heures sans diminution de salaire et avec embauche correspondante; l'arrêt des fermetures de lits, de services, et la fin des restructurations et regroupements d'établissements.

Correspondant



À titre de comparaison, des décrets créant des obligations à la charge des employeurs mettent parfois des années à être rédigés. Il aura ainsi fallu plus de trois ans pour que paraisse un décret créant de maigres nouvelles obligations à la charge des employeurs agricoles du secteur des travaux forestiers, par exemple l'obligation de mettre à disposition des ouvriers forestiers enchaînant des heures d'un travail pénible en pleine forêt «une quantité d'eau potable suffisante pour assurer leur propreté individuelle» et «un moyen de s'abriter dans des conditions satisfaisantes lorsque les conditions météorologiques le nécessitent»... Pour la loi travail, il aura fallu moins de six mois pour que ses principaux points soient applicables. Petit tour d'horizon du paradis des patrons créé par le PS...

Licenciement pour motif économique

À compter du 1^{er} janvier, une simple baisse du chiffre d'affaire de trois mois consécutifs autorisera un employeur de moins de 11 salariéEs à licencier. De 11 à 50 salariéEs, la baisse doit être de six mois consécutifs; de 50 à 300, elle doit durer 9 mois et une année complète pour les entreprises de plus de 300.

Accords de chantage à l'emploi

Un nouveau type d'accords de chantage à l'emploi entre en vigueur: les accords de «préservation et de développement de l'emploi»... Ils viennent s'ajouter aux «accords de maintien de l'emploi» créés en 2013 mais qui n'avaient pas rencontré le succès espéré, car le patronat les trouvaient encore trop contraignants (il fallait justifier de «graves difficultés conjoncturelles» pour les conclure). Désormais, il suffira de préciser en préambule de l'accord qu'il permet de «préserver l'emploi» pour pouvoir ensuite imposer aux salariéEs une augmentation de la durée du travail sans augmentation de salaire.

Inversion de la hiérarchie des normes en matière de temps de travail

Dans ce domaine, la nouvelle architecture du code du travail consacre la primauté de la négociation collective, d'entreprise d'abord, de branche ensuite, sur la loi. Les possibilités de négocier de grandes régressions sociales sont désormais nombreuses.

Premières conséquences au 1^{er} janvier 2017

LOI TRAVAIL

Au 1^{er} janvier 2017, 80 % des 127 décrets d'application de la loi El Khomri sont parus. Si l'échéancier initial promis par le gouvernement n'a pas été entièrement tenu, tous les textes les plus offensifs sont tout de même sortis en un temps record. Comme quoi, quand il s'agit de répondre aux attentes du patronat, les moyens d'agir vite sont donnés à l'administration...

LE PATRONAT, PREMIÈRE VICTIME DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI TRAVAIL



C'est dans ce domaine que la loi travail était la plus contestée côté salariéEs qui savent très bien que c'est notamment la porte ouverte à la fin des 35 heures... Et aussi donc la plus attendue côté patronal! Les premiers accords sont annoncés, certains même déjà négociés et signés comme dans la métallurgie où l'UIMM a eu l'approbation de la CGC, de la CFTC et de FO pour mettre en place la modulation du temps de travail sur trois ans dans toute la branche (contre un an actuellement). Il s'agit d'un moyen de flexibiliser à l'extrême pour éviter de comptabiliser des heures supplémentaires. Et de toute façon, la majorité d'entre elles ne pouvant ensuite être payées qu'au bout de trois ans, il est clair qu'elles ne seront pas toutes rémunérées... Chez Renault, il est question d'intégrer cette modulation sur trois ans

au futur accord de compétitivité en cours de négociation. Jeudi 5 janvier, les salariéEs de l'usine de Cléon en Seine-Maritime étaient en grève contre cet accord de chantage à l'emploi qui ne comporte d'ailleurs même pas de garanties sur l'emploi, les 3600 embauches annoncées sur trois ans ne compensant pas les 4500 départs prévus. Des accords commencent également à être déposés par des entreprises qui étaient auparavant abonnées aux «demandes de dérogation à la durée maximale quotidienne de travail de 10 heures pour la porter à 12». Elles n'ont désormais plus besoin de demander l'autorisation de l'inspection du travail et peuvent, par simple accord d'entreprise, prévoir des journées de travail de 12 heures «pour des motifs liés à l'organisation de l'entreprise»...

Réforme de la médecine du travail

Autre aspect de la loi travail très attendu du patronat, les nouvelles règles relatives à la médecine du travail sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier. Plus de visite d'aptitude à l'embauche: elle est remplacée par une «visite d'information et

de prévention» qui ne sera plus obligatoirement réalisée par un médecin mais par un «professionnel de santé». Le passage devant le médecin ne sera plus obligatoire que tous les 5 ans contre 2 auparavant (sauf pour les salariéEs exposés à des risques de type amiante...). Quand on sait, par exemple, que les risques psychosociaux explosent et que la souffrance au travail est bien souvent sous-évaluée et réduite par l'employeur à des faiblesses individuelles, on imagine bien l'impact désastreux que peut avoir le fait de ne pas voir le médecin du travail et de ne plus avoir d'interlocuteur régulier en matière de santé au travail!

Alors certes, le recul n'est pas encore suffisant pour mesurer tous les effets de la loi travail, mais une chose est déjà sûre: si l'on laisse faire, les droits des travailleurs vont continuer d'être attaqués sans relâche. La loi prévoit en effet une réécriture totale du code du travail sur le modèle de la partie temps de travail. Dans ces conditions il n'y a qu'une seule solution, à imposer par nos luttes: l'abrogation de la loi travail!

Comité Inspection du travail Île-de-France

GOODYEAR Pour la relaxe, rien que la relaxe

Le lourd verdict rendu il y a un an (deux ans de prison dont neuf mois ferme) avait déclenché une riposte exceptionnelle tant syndicale que politique. Après le large soutien apporté aux «tombeurs de chemise» d'Air France, cette colère avait contribué à changer l'ambiance plombée par les reculs sociaux passés sans riposte et par les attentats. Lors de l'audience en appel en octobre, l'avocat général n'avait requis «que» de la prison avec sursis. Depuis, le jugement des salariéEs d'Air France s'est conclu par un verdict moins accablant: trois peines de prison avec sursis et deux relaxes. Pour les dockers du Havre, arrêtés pour violence lors d'une manifestation contre la loi travail le 14 juin, le tribunal a rendu en décembre un

Le jugement concernant les 8 ex-Goodyear sera rendu par la cour d'appel d'Amiens ce mercredi 11 janvier. Un rassemblement est organisé devant le tribunal pour les soutenir et venir chercher avec eux le seul jugement admissible: la relaxe.

verdict de relaxe pour l'un et six mois de prison avec sursis et 1200 euros d'amende au titre de dommages et intérêts pour l'autre.

Refuser la répression, continuer les mobilisations

Plus récemment, Pierre-Alain Mannoni, enseignant-chercheur du CNRS poursuivi pour avoir covoituré trois migrantes venues d'Italie, a été relaxé par le tribunal correctionnel de Nice, alors que le procureur avait requis six mois de prison avec sursis. Pour Cédric Herrou, accusé



Le 19 octobre dernier à Amiens, pendant le procès en appel. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

d'avoir aidé 200 migrants en situation irrégulière, le procureur a demandé six mois de prison avec sursis. Vendredi dernier, le militant CGT du Val-de-Marne, poursuivi pour violences lors d'une manifestation en juillet, a été dispensé

de peine à défaut d'être relaxé. Et Hollande a finalement gracié Jacqueline Sauvage... Dans ces semaines «ambiancées» par les primaires et autres joutes électorales, les juges, en toute indépendance, seraient-ils priés de lever le pied? Quel que soit le résultat à Amiens mercredi 11 janvier, les mobilisations contre la répression de celles et ceux qui refusent la régression sociale, le racisme et les attaques contre les migrantEs, ne doivent pas faiblir.

Robert Pelletier

ÉDUCATION PRIORITAIRE

En grève reconductible pour gagner!

Le mardi 3 janvier, jour de rentrée après les vacances de Noël, les enseignantEs des lycées sortant d'éducation prioritaire étaient en grève pour la cinquième fois depuis le mois de septembre (voir l'Anticapitaliste n°362).

Najat Vallaud-Belkacem a menti! En déplacement à Marseille le 28 novembre dernier, la ministre a cru faire des annonces fracassantes en promettant la création de 450 emplois supplémentaires dans les établissements actuellement classés éducation prioritaire. Mais alors que les

enseignantEs de ces établissements sont mobilisés depuis le printemps dernier, ce ne sont pas quelques oboles qui feront arrêter leur lutte.

Une catastrophe programmée

Il y a deux ans, les écoles et les collèges allaient être les premiers à expérimenter

PSA Les cons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît!

L'UDI est un regroupement de notables « centristes ». Son président actuel Jean-Christophe Lagarde a bien du mal à se faire reconnaître. Banco! il a trouvé un moyen en surfant sur l'air du temps islamophobe...

Et le voilà qui révèle sur France 2 que la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay « était aussi liée à l'omniprésence religieuse et au fait qu'il y avait des exigences dans le travail ». Bien sûr, pour mettre les points sur les i, il vise la religion musulmane d'une partie des ouvriers de l'usine. Et pour ce faire, il lui faut attendre cinq ans après la fermeture de l'usine et la longue grève qui y avait été menée. Lagarde est bien incapable d'inventer quoi que ce soit, même les affabulations les plus grotesques. Il est donc allé chercher dans les poubelles des indicateurs de police ce qui constitue une rumeur datant de 35 ans... Dès 1982, un an après l'arrivée de Mitterrand à l'Élysée et l'accession du PS et du PCF au gouvernement, des grèves d'OS de l'industrie automobile de la région parisienne, dans les usines Renault de Billancourt et de Flins, et dans celles PSA de Poissy et Aulnay, ont eu lieu. Le mouvement est particulièrement long et intense dans les usines PSA car celles-ci sortent d'une longue nuit où la famille Peugeot faisait régner l'ordre avec ses milices patronales présentes, et alors que la nouvelle situation créée par les élections de 1981 avait suscité un espoir de changement.

De toutes origines...

Le gouvernement de gauche avec quatre ministres communistes, face à des revendications portant d'abord sur les salaires et les qualifications professionnelles, choisit alors l'intransigeance et trouva des boucs émissaires. Il dénonça « des grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiïtes », selon les déclarations du ministre de l'Intérieur de l'époque, Gaston Defferre. Il avait ainsi réussi à découvrir des chiïtes... parmi des ouvriers principalement issus d'Afrique du Nord. S'il y a un fait historique avéré, c'est bien cette fabrication d'un bouc émissaire. Les usines automobiles ont, depuis les années 1950, rassemblé des ouvriers de toutes origines nationales. Celle d'Aulnay réunissait 49 nationalités différentes. L'unité de lutte ne s'est jamais construite en niant les différences d'origine. Dans ce bastion historique du mouvement ouvrier qu'était Renault Billancourt, de nombreuses formes d'organisations par langues et pays d'origine existaient, y compris dans les syndicats. Des lieux de pratique religieuse y étaient parfois aménagés dans les ateliers, et des prêtres ouvriers y travaillaient, se retrouvant pour certains à aider les militants du FLN algérien. Voilà la réalité historique que certains voudraient sortir des mémoires.



Des ouvriers de PSA Aulnay dans la rue en 2013. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILLO

Lagarde n'a jamais mis les pieds dans une usine, sinon escorté par les services d'ordre de ses amis des directions patronales... Allons tous voir ou revoir *Comme des lions*, le film qui retrace la longue grève des ouvriers et

ouvrières d'Aulnay, pour saisir comment leur lutte a su rassembler en s'enrichissant des pratiques et des origines de chacune et de chacun.

Jean-Claude Vessillier

BÂTIMENT Le retour du livret ouvrier

La carte d'identification professionnelle BTP va devenir obligatoire. L'annonce a été faite par le gouvernement la semaine dernière. Tous les intervenantEs sur un chantier, soit près de 2 millions de personnes en France, devront l'avoir avec eux en permanence...

Tel un e-billet, véritable sésame pour avoir simplement le droit de venir gagner son salaire, la carte sera équipée d'un QR code. Celui-ci permettra aux agents de contrôle de vérifier rapidement si le salariéE a bien été déclaré. Et après? « Dehors », dira-t-on au salariéE qui n'a pas sa carte?

Le patron aura beau jeu de sanctionner celui qui l'aura oubliée, lui ayant fait risquer la colère du service de contrôle... Mais au fond, ça ne changera rien aux vrais problèmes rencontrés au quotidien sur les chantiers en matière de travail illégal.

Les plus grosses affaires impliquent les majors du secteur qui ont recours à des fraudes complexes, nécessitant des semaines d'enquêtes pour les mettre à jour... Et des années pour obtenir une condamnation

bien souvent symbolique, comme sur le chantier EPR de Flamanville où Bouygues a été condamné à seulement 25000 euros d'amende pour avoir exploité – en dessous du SMIC et sans droit à congés ni chômage – 500 Polonais et Roumains.

Un mort tous les deux jours...

En réalité, les mesures à prendre sont connues mais elles impliquent de heurter les profits colossaux des majors du secteur, ce que le PS ne veut pas se risquer à faire. La sous-traitance devrait être tout simplement interdite et le régime du détachement abrogé, pour que cessent de coexister sur les chantiers des myriades de salariés aux statuts, aux salaires et aux avantages différents, mais travaillant néanmoins au profit d'un seul et unique donneur d'ordre.



DR

Il y a encore en moyenne un mort tous les deux jours à la suite d'un accident du travail dans le BTP. Alors il est clair que ce dont on réellement besoin les ouvrierEs du secteur, ce n'est pas d'une frénésie de contrôles de bouts de papier et de relents xénophobes sur les méchantes entreprises étrangères qui détachent des ouvriers à bas coût. Le problème, c'est que parler de sécurité et donner les moyens à l'inspection du travail d'être sur le terrain dans ce domaine, ça n'est pas aussi attirant que d'aller courir derrière le FN avant les élections...

Comité Inspection du travail Île-de-France

POLYCLINIQUE DE L'ORMEAU TARBES (65)

Les larmes de la victoire

Intense émotion ce mardi 10 janvier à la Bourse du travail de Tarbes, où se tenait l'assemblée générale des grévistes. Celles-ci ont voté la fin du conflit, actant leur victoire face au géant Médipole Partenaires (voir l'Anticapitaliste n°362)...

Durant les 60 jours qu'aura duré la grève se sont succédés espoirs et désillusions, face à toutes les manœuvres de la direction et des pouvoirs publics qui comptaient sur la fatigue des salariées. Mais ils se sont lourdement trompés. Ils ne s'attendaient pas à rencontrer la détermination et la combativité de ces femmes (et de quelques hommes) qui ont fait preuve d'un courage exemplaire. Il aura donc fallu attendre la neuvième semaine de grève pour arriver à percer, un peu, le mur médiatique national. C'est déjà une première leçon que les salariées pourront tirer : les médias dominants sont aux mains du capital et leur faire parler d'une lutte fait partie de la construction du rapport de forces.



La grève s'affiche. DR

Exemplaire

Au cours de ces longues et intenses semaines, d'autres leçons ont été apprises... Les « forces de l'ordre », rencontrées à la gare de Toulouse ou devant les cliniques de Bordeaux, servent surtout à défendre les intérêts de ceux qui nous exploitent en permanence. Les politiciens locaux, président du Conseil départemental en tête, ne servent pas à grand-chose (pour ne pas dire à rien) lorsqu'il s'agit de défendre véritablement la population, les salariéEs et les usagerEs. Et seule la lutte paie : la victoire, aussi limitée soit-elle, est bien le résultat de la détermination, de l'opiniâtreté, du courage, de la patience, dont elles auront fait preuve durant ces 60 jours qui ont tout changé, pour elles et pour le climat social des Hautes-Pyrénées. Leur exemple servira dans les semaines, mois et années qui viennent, car les attaques contre nos salaires et nos conditions de travail vont s'accroître et la riposte devra être à la hauteur. Les grévistes ont fait plier le genou à un groupe géant, Médipole Partenaires, dont le capital est détenu par le fonds d'investissement Bridgepoint. Celui-ci a enregistré un chiffre d'affaires en progression constante : 838 millions en 2014, 866 millions en 2015, une marge de 21,2% en 2015. Sur le 1^{er} trimestre 2016, le CA progressait de 4%, avec une marge de 22%. Comme le disent ses dirigeants eux-mêmes, répondre aux revendications n'était « pas une question de moyens »... C'était donc une question de profits!

Correspondant

cette mesure de sortie de certains collègues et groupe scolaires de l'éducation prioritaire quand d'autres, en contrepartie, auraient eu plus de moyens. Dans tous les établissements et écoles, le constat est amer : les effectifs ne font qu'augmenter, le personnel social, médical, spécialisé se réduit à peau de chagrin et les possibilités pour les élèves issus de milieux populaires d'être scolarisés dans des conditions permettant une attention individuelle régulière approchent le néant...

Les enseignants mobilisés ont donc eu raison de ne pas lâcher l'affaire. Ils ont réussi, malgré l'inertie des directions syndicales, à se coordonner entre différentes académies (Île-de-France, Oise, Aix-Marseille, Lille, Dreux). Et c'est ensemble qu'ils ont lancé un ultimatum à la ministre : soit elle accède à leurs revendications soit le 3 janvier 2017, il n'y aura pas de rentrée

dans nombre de lycées, et la grève reconductible commencera jusqu'à satisfaction!

Et c'est parti!

Au moins 50 établissements étaient donc en grève mardi 3 janvier, jour de la reprise des cours. La mobilisation était particulièrement importante dans les académies de Créteil, Versailles, Aix-Marseille, Amiens et Lille. Dans de nombreux établissements, les taux de grévistes dépassaient même les 70%. Le lendemain, la grève était reconduite dans de nombreux lycées, avec de forts taux de grévistes.

Des opérations « lycée désert » ont été organisées. Entre 55% et 90% d'élèves absentEs ont été recensés dans certains lycées, comme à Jean-Jacques-Rousseau à Sarcelles, Paul-Eluard à Saint-Denis, Romain-Rolland à Goussainville ou encore Georges-Braque à Argenteuil.

Après un nouveau « temps fort » le jeudi 5 janvier soutenu par plusieurs organisations syndicales en Île-de-France et une intersyndicale dans l'académie d'Aix-Marseille, des AG communes organisées via skype ont eu lieu. Suite à la réussite de la mobilisation pour cette semaine et aux départs conséquents de grève reconductible dans un certain nombre d'établissements, le collectif Touche pas à ma Zep! a décidé d'appeler à une nouvelle journée commune de grève et de manifestations le mardi 10 janvier. Les intersyndicales d'Île-de-France et d'Aix-Marseille ont relayé et l'appel de soutien



Dans une manifestation à Paris le 5 janvier dernier. DR

compte désormais 97 lycées signataires dans 14 académies.

Étendre la mobilisation pour gagner!

Les enseignantEs mobilisés, par leur ténacité et leur volonté d'en découdre avec le gouvernement de menteurs et de

casseurs des services publics, ont réussi à se coordonner, de Paris à Marseille en passant par Creil, Argenteuil ou Saint-Denis. Désormais, il faut étendre cette mobilisation à l'ensemble des collèges et écoles qui depuis deux ans subissent cette réforme et ses conséquences.

Tous revendiquent le maintien et l'extension d'un label éducation prioritaire, contraignant en termes de moyens (effectifs par classe limités, maintien des dédoublements et de tous les projets), garantissant aussi les indemnités et les bonifications pour les mutations des personnels. Ensemble, personnels des écoles, collèges et lycées, pour un dispositif unique de la maternelle au bac.

David 92

Pour aider les grévistes à tenir, envoyer vos dons en ligne : <https://www.tilt.com/tilts/caisse-de-grève-touche-pas-ma-zep>

ALGÉRIE**Des émeutes, mais
quelles perspectives ?**

La loi de finances de 2017, concoctée par la tripartite kabyle¹, constitue une attaque supplémentaire et grave contre ce qui reste des acquis sociaux des larges masses et couches populaires algériennes.

Dès la divulgation de son contenu, durant sa phase de préparation déjà, des voix s'élevèrent, dans la presse nationale mais surtout sur les réseaux sociaux, pour la dénoncer. Ce sont les petits commerçants – en voie de prolétarisation depuis la levée du monopole de l'État sur le commerce extérieur au début des années 1980, mais surtout après l'application du PAS au milieu de l'année 1994, ouvrant grandement la porte aux importateurs de tout acabit – qui ont pris de façon anonyme l'initiative d'appeler à une grève de cinq jours, du 2 au 5 janvier. Cet appel fut largement médiatisé, à la fois par ses partisans et par ses opposants au premier rang desquels se trouve le patron de l'UGCA (Union générale des commerçants algériens). La désapprobation de la grève par cette tutelle des commerçants a produit l'effet inverse, mais ces derniers la maintiennent.

Contrastes et contradictions

Comme de tradition, le lumpenprolétariat de Bgayet (nom berbère de Béjaïa) ne rate aucune occasion pour crier sa rage contre le pouvoir en place, cause de tous ses malheurs. En effet, dès le début, d'ailleurs timide, de la grève des commerçants, le lundi 2 janvier, des jeunes et moins jeunes des quartiers populaires de Bgayet-ville, comme ceux des villages et quartiers d'autres localités (Aokas, Sidi Aïch, Amizour, etc.) envahissent les rues et installent leurs barricades. Et l'intervention des forces de police attise le feu. Mais comme le mouvement n'est pas organisé et loin d'être homogène, il est traversé par plusieurs contradictions. Ici, c'est un fourgon de police qui est complètement incendié par les émeutiers. Là, c'est un bus de transport public de voyageurs qui l'est aussi. Ailleurs, on vide la SNTA de tout son stock de tabac. Plus loin, un groupe s'attaque à BNP-Paribas. Et la nuit tombée, un autre groupe dévalise un grand magasin Condor. La direction de l'Éducation a été saccagée pour la énième fois. Une façon contrastée de cibler à la fois les biens publics (symbolisant l'État) et les biens privés qui renseignent sur la nature de l'événement. Nos jeunes camarades, en majorité étudiants, ont tenté, en vain, de donner un sens politique à ce mouvement et de l'organiser.

Un signe avant-coureur ?

Même si la grève des commerçants a plus ou moins continué jusqu'au jeudi 5 janvier, les émeutes se sont essouffées le même jour. Quelques échauffourées ont repris le lendemain en fin de journée, mais vite contenues par la police. Et, place à la répression, aux arrestations des voleurs et des émeutiers sans distinction, et à leur emprisonnement. Plus de soixante détenus ont écopé de peines allant d'une année à six ans.

Une fois encore, ces émeutes ont profité au pouvoir en place, le Premier ministre Sellal l'a annoncé en grande pompe. L'anonymat et l'apolitisme ne peuvent produire que la défaite. Aussi, en l'absence d'une vraie force politique de gauche, capable de (se) saisir (de) ce mécontentement, à même de le conscientiser, de l'organiser et de le matérialiser en un réel et large mouvement de lutte, ce sont les forces contre-révolutionnaires qui l'instrumentalisent pour avorter une vraie grève générale qui tracerait la voie salutaire vers le départ du pouvoir et du système en place.

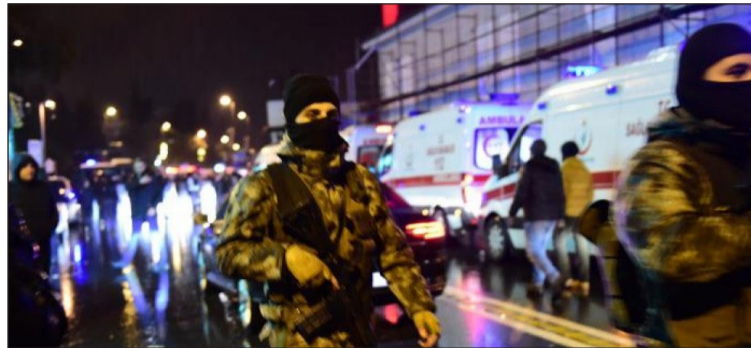
Toutefois, la colère sincère des jeunes émeutiers est un signe avant-coureur qui augure d'une gestation d'une vraie révolution. À nous d'être conséquents.

**De Bgayet, Mohand Amghar
(Parti socialiste des travailleurs - PST)**

1 – En effet, cette tripartite (véritable arme de la bourgeoisie algérienne militaro-rentière et mafieuse) est composée de «grands» Kabyles de services: Abdelmadjid Sidi Saïd (UGTA, syndicat maison), Ahmed Ouyahia (chef de cabinet de Bouteflika et secrétaire général du Rassemblement national démocratique) et Ali Heddad (FCE, patronat), le tout sous la chefferie du gouvernement d'un «petit» Kabyle (d'origine, dit-on...), Abdelmalek Sellal. Enfin, Med Larbi Ould Khelifa, un autre «grand» Kabyle, va porter cette loi de finances en sa qualité de président de l'Assemblée populaire nationale.
Titre et intertitres de la rédaction.

TURQUIE**Attentats, purges et arrestations**

« Leur objectif est de nous détruire. Mais je suis certain que nous contrerons aussi cette offensive », s'était exclamé le Président de la République Erdogan il y a quelques semaines, appelant ses partisans à changer leurs dollars en livres turques pour soi-disant contrer la forte dévaluation de celle-ci.



L'état d'urgence saute Erdogan. DR

Si cette campagne n'a et ne va sûrement pas contribuer au redressement de l'économie turque, cette anecdote montre bien l'esprit avec lequel agit Erdogan : faire face à un interminable complot occidental dirigé par ce qu'il appelle « le cerveau » (littéralement la « raison supérieure ») pour ne pas nommer directement les États-Unis, de la révolte de Gezi au coup d'État manqué du 15 juillet 2016... De plus, on voit ici le besoin à toute occasion de mobiliser de façon permanente les franges de la population qui le soutiennent, de perpétuer l'esprit de résistance et d'unité nationale-islamique qui s'était formée à la suite de la tentative de putsch militaire.

La répression permanente

C'est dans une atmosphère où toute la politique semble être réduite à la « lutte anti-terroriste » que dans la soirée du vendredi 6 janvier, 8000 personnes de plus – des universitaires, des fonctionnaires des ministères de la Santé et de la Justice, des policiers, des membres du Conseil d'État – ont été limogés par la publication de trois nouveaux décrets-lois édités par le conseil des ministres sous la présidence d'Erdogan. Interdisant aussi des dizaines d'associations, ces décrets permettent entre autres de faciliter l'accès de la police aux informations personnelles des internautes, mais surtout de déchoir de leur nationalité les ressortissants turcs qui se trouveraient à l'étranger s'ils ne rentrent pas dans les trois mois qui suivent leur convocation par l'État turc. Les arrestations arbitraires continuent aussi dans le cadre de l'état d'urgence. Si la romancière Asli Erdogan et la linguiste Necmiye Alpay ont finalement été relâchées après 5 mois de détention (même si la procédure

judiciaire contre elles continue), c'est au tour du journaliste Ahmet Şık de passer derrière les barreaux. L'emprisonnement de Şık a ceci d'ahurissant que c'est un spécialiste de la confrérie Gülen (préssumé avoir orchestré le coup d'État) qui a dévoilé l'infiltration de celle-ci dans l'appareil d'État, et a déjà passé un an en prison en 2011, après un procès orchestré par des procureurs gülenistes. En alliance avec eux à cette période, Erdogan, en référence au livre – alors en cours de rédaction – de Şık avait prononcé sa fameuse phrase : « Certains livres sont plus dangereux que des bombes »... Alors qu'après le putsch manqué, Şık était convoqué sur les plateaux de télévision comme expert du mouvement Gülen, il est aujourd'hui mis en détention pour propagande de l'organisation güleniste et du PKK! Le cas du styliste Barbaros Şansal mérite aussi d'être cité. Figure populaire anti-AKP, se trouvant pour le jour de l'an en Chypre du Nord, il a été renvoyé en Turquie sous la pression des autorités turques après

la diffusion d'une vidéo où il disait que la Turquie pouvait aller « se noyer dans sa merde », puis à son arrivée lynché par le personnel de l'aéroport et mis en état d'arrestation...

Les fruits pourris de la politique d'Erdogan

L'abominable attentat dans une boîte de nuit d'Istanbul la nuit du nouvel an, qui a causé la mort de 39 personnes et dont l'auteur est toujours en cavale, a été revendiqué par Daech. Toutefois il est indéniable que ce massacre entre en résonance avec la propagande anti-nouvel an (comme quoi ce serait une fête contraire à « nos valeurs », donc pour ainsi dire chrétienne) menée par les institutions étatiques et relayée dans la rue par des groupes islamistes, avec entre autres des mise en scènes d'actes de violence envers le Père Noël. Et les très nombreuses manifestations de joie exprimées sur les réseaux sociaux, face au massacre de « mécréants », témoignent de la profonde déchirure au sein de la société turque

et de la radicalisation du conservatisme religieux sous l'AKP, tout en attisant l'inquiétude des secteurs séculiers et amorçant un vaste débat sur la délégitimation du style de vie occidental et laïque par le régime Erdogan. Des citoyens partis déposer des fleurs sur les lieux de l'attentat ont été placés en garde à vue, et des jeunes militants d'extrême gauche, qui condamnaient les atrocités de Daech en distribuant des tracts, ont été arrêtés et mis en détention... Cela alors que la même semaine, un membre de Daech ayant servi l'organisation à Mossoul a été relâché sous contrôle judiciaire pour la raison qu'il possédait un domicile fixe!

Cinq jours après, c'est le palais de justice de la ville d'Izmir qui a été visé par un attentat à la voiture piégée. Un huissier, un policier et deux des auteurs de l'attentat y ont trouvé la mort. L'attentat n'a pas été revendiqué mais l'État turc l'attribue au PKK. Le réalignement – aberrant et qui atteste de l'échec de sa politique interventionniste – d'Ankara sur l'axe Russie-Iran, de même que son obstination à refuser de reconnaître le processus d'autodétermination kurde en Syrie, vont incontestablement continuer à avoir des retombées à l'intérieur du pays. Mais le premier souci d'Erdogan est de tirer avantage d'une situation chaotique dont il est le principal responsable, pour consolider sa dictature, avec en particulier le passage au système présidentiel dont l'amendement constitutionnel est en ce moment même voté au Parlement.
D'Istanbul, Uraz Aydin

**IRAN La régression sociale
rencontre des résistances**

Depuis l'accord sur son programme nucléaire, l'obsession de la République islamique d'Iran est de rendre le marché du travail attractif pour les multinationales. Ainsi, c'est une politique « sociale » des plus violentes qui est mise en place.

Cela s'est notamment traduit par la modification du code du travail et le rétablissement de la possibilité de recourir au travail des enfants de moins de 15 ans. Les maigres protections en matière de contrat ont été levées et la possibilité « d'établir » des contrats oraux a été étendue. Désormais, les salaires peuvent être « négociés » directement entre l'employeur et le salarié, le niveau du salaire minimum est instauré entreprise par entreprise en fonction de la « réalité économique ».

C'est dans ce contexte que de grandes multinationales renouent avec Téhéran. Ainsi, Peugeot tend à reconquérir sa position de leader occidental sur le marché automobile iranien. Le lancement en octobre 2016 d'un joint-venture nommé IKAP (Iran Khodro Automobiles Peugeot) annonce le retour de la marque française sur le marché iranien. De son côté, Renault a créé une coentreprise avec Iran Khodro et Saipa. Et peu importe la violence sociale subie par les travailleurs iraniens...



Le directeur d'Iran Khodro et le PDG de PSA main dans la main... sur le dos des travailleurs iraniens. DR

Airbus a, quant à lui, signé un protocole d'accord avec la République islamique portant sur 114 moyen-courriers et des long-courriers. La compagnie nationale Iran Air vient de recevoir son premier Airbus A321. Sur le plan commercial, le « Grand Satan » n'est pas en reste. Ainsi, la société étatsunienne Boeing a annoncé la signature d'un accord avec Iran Air portant sur la vente de 80 appareils et sur la location de 29 autres.

Luttes, protestations et solidarités

Face à cette politique économique et « sociale » et à la violence de la répression, les luttes ouvrières ne faiblissent pas. Elles se mènent dans les entreprises, se prolongent également dans les prisons de la République islamique et rencontrent un écho non négligeable auprès de la population. De nombreuses campagnes de solidarité sont menées à l'étranger ou via les réseaux sociaux.

Depuis la fin octobre 2016, une nouvelle vague de protestation s'élève dans les prisons iraniennes. Ces dernières semaines, plusieurs prisonniers ont recouru à la grève de la faim pour dénoncer les conditions de détention. Parmi eux, des militants connus : Ali Shariati, condamné pour avoir participé à une manifestation pacifique organisée contre les attaques de femmes à l'acide, le défenseur des droits de l'enfant Saeed Shirzad, mais aussi de nombreux militants ouvriers ou des militants kurdes. Ce mouvement est mené pour réclamer la justice et des procès dignes de ce nom, l'arrêt des tortures et des maltraitements. Certains sont en grève de la faim depuis plus de 70 jours et se trouvent dans une situation critique. Face à ce mouvement et aux soutiens des militants, le régime a entrepris une campagne de menaces à l'égard des détenus et de leur famille. Plusieurs détenus ont été transférés dans des cellules individuelles et dans les quartiers pénitenciers de haute sécurité. Certains détenus hospitalisés ont été réincarcérés malgré l'opposition du personnel médical.

Cependant, le régime montre aussi des faiblesses. C'est grâce à la campagne internationale et aux actions de soutiens menées en Iran, que l'écrivain et militant Golrokh Ebrhaimi Iraee a été libéré. Le combat doit continuer. Les militants emprisonnés et celles et ceux qui luttent courageusement contre la dictature des mollahs comptent sur les campagnes de solidarité internationale.
Babak Kia

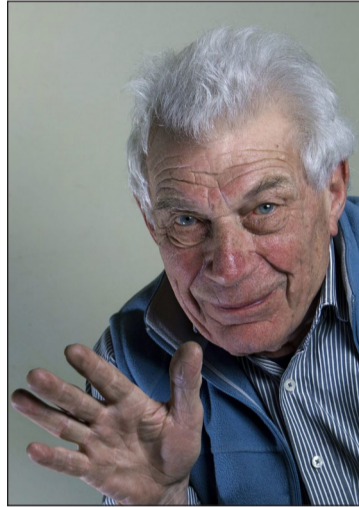
Hommage

John Berger, l'art et la révolution

En 1972, les téléspectateurs britanniques virent sur leur écran un homme armé d'un cutter découper méthodiquement un tableau de Botticelli exposé à la National Gallery de Londres. C'était le début du premier épisode d'une série de quatre émissions que John Berger – l'homme au cutter – a consacré à la démystification de la tradition artistique européenne.

Berger, disparu le 2 janvier dernier à l'âge de 90 ans, était un critique d'art et un rebelle. Marxiste convaincu, il ne concevait pas l'activité artistique ou intellectuelle autrement que liée intimement aux luttes. Quand il reçut le prestigieux Booker Prize en 1972, il donna la moitié de l'argent au Black Panther Party, et consacra l'autre moitié à la réalisation d'un projet de livre de photographies et de textes sur les travailleurs migrants. Mais surtout, sa pensée elle-même était une déclaration de guerre à l'académisme, que ce soit dans sa version bourgeoise ou dans la conception mécanique stalinienne qui dominait à ses débuts dans la gauche.

La série de programmes de 1972 s'intitulait *Ways of Seeing* (il en fut tiré un livre traduit en français sous le titre *Voir le voir*). Très populaire, elle permit à des millions de personnes de concevoir l'art d'une nouvelle manière. En s'inspirant des travaux du marxiste allemand Walter Benjamin, Berger s'y détournait



DR

radicalement de la conception mystificatrice d'un art planant dans les hauteurs, détaché des préoccupations quotidiennes. À l'inverse, Berger se focalisait sur la perception de l'œuvre à une époque donnée, sur le contexte social de cette perception, sur les transformations que les possibilités

de reproduction à grande échelle (photographie, impression en couleurs, cinéma...) avaient opérés sur notre façon de percevoir un tableau ancien, ou une image moderne quelconque. Berger opérait par exemple un parallèle entre la mise en œuvre à grande échelle de la peinture à l'huile à partir de la Renaissance et celle de la photographie de publicité au vingtième siècle : dans les deux cas, il s'agissait de mettre en avant des possessions, des richesses, sous un aspect flatteur – mais dans le premier cas, il s'agissait pour la bourgeoisie de montrer ce qu'elle possédait déjà, dans le second de faire naître et alimenter l'envie de consommateurs potentiels...

L'émotion est politique

Berger fut un auteur prolifique, dans toutes sortes de formes : essais, romans, pièces de théâtre, cinéma. Il lui est aussi arrivé d'écrire des textes directement politiques. Publié en mai 1968, l'article « *La nature des manifestations de masse* »

construit un pont entre démarche artistique et démarche révolutionnaire. Berger s'y pose la question – si souvent posée par les militants ou leurs sympathisants – de l'utilité des manifestations. Il y répond en suggérant que les manifestations sont des « répétitions pour la révolution ». Incapables d'opérer de changement décisif par elles-mêmes (ou alors il s'agit d'insurrections visant directement la prise du pouvoir), elles peuvent cependant y contribuer en rendant évidents la faiblesse ou l'autoritarisme du pouvoir, et en changeant la psychologie des participants, en les rendant conscients des potentiels d'un groupe, d'une classe en mouvement : « *Les manifestants interrompent la vie normale des rues dans lesquelles ils défilent, ou des espaces ouverts qu'ils remplissent. Ils bloquent ces zones, et, sans encore avoir le pouvoir de les occuper en permanence, ils les transforment en scène temporaire sur laquelle ils jouent la puissance qui leur manque. (...) Dans leurs activités normales, ils modifient seulement les circonstances; en manifestant ils opposent symboliquement leur existence elle-même aux circonstances.* »

Lier le sensible au stratégique, l'émotion au politique, la démarche artistique au militantisme, ne sont pas choses faciles. Pour nous avoir indiqué des chemins pour le faire, merci camarade!
Sylvestre Jaffard

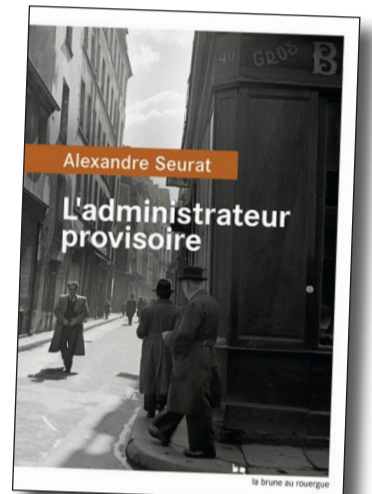
Roman

L'Administrateur provisoire, Alexandre Seurat

La Brune au Rouergue, 2016, 18,50 euros

C'est un roman, mais c'est aussi un livre d'histoire, un document, un pamphlet contre le mensonge, pour la justice... Trois générations d'une famille sont victimes, jusqu'à en mourir, du poids et de l'horreur de leur secret. L'arrière-grand-père, Raoul H, dictateur familial, a pendant la guerre géré comme administrateur provisoire des biens confisqués aux juifs. Il travaillait pour le sinistre Commissariat général aux questions juives de Vichy.

Chercheur de formation, Alexandre Seurat a appliqué à son roman les techniques de la recherche historique, s'appuyant sur les dossiers des archives nationales, pour dénoncer cette trahison immonde et le poids des secrets et de la souffrance infligée à une famille. Porté par une écriture fluide et rythmée, mêlant passé, présent, réel et fiction, y compris un procès fantasmé, ce roman nous fait partager, de façon efficace et avec un vrai plaisir de lecture, la quête de justice du narrateur.
Catherine Segala



Cinéma

Neruda, Pablo Larraín

Avec Luis Gnecco, Gael García Bernal et Mercedes Morán. Sortie le mercredi 4 janvier 2017

En 1948, quand le président chilien Gabriel Gonzalez Videla (à ne pas confondre avec le dictateur argentin Jorge Rafael Videla) se lança dans une vaste répression anti-communiste, le poète Pablo Neruda faisait déjà figure de monument national quasi intouchable. On peut donc douter que le pouvoir l'ait sérieusement fait rechercher pour le jeter en prison, poursuite qui fournit le scénario de ce film.



Mais il s'agit ici d'une fiction qui ne se revendique pas de la vérité historique et flirte à la fois avec le polar, le fantastique et même le western avec beaucoup de bonheur. La politique n'a pas été la préoccupation principale de Pablo Larraín. Et ce n'est que très brièvement, au début, qu'il fait allusion à la ligne du PC chilien, lequel avait non seulement soutenu Videla mais participé à son gouvernement. Comme tous les PC d'Amérique latine et celui des États-Unis, le PC chilien avait en effet soutenu la guerre contre l'Allemagne nazie, déclaré par le Chili en 1943, et s'était pour cela allié aux partis qui défendaient cette politique.

Un plaisir original

Neruda lui-même avait d'ailleurs dirigé la campagne de Videla, avant de l'accuser publiquement de « se vendre aux États-Unis » quand celui-ci avait chassé les ministres communistes au moment du déclenchement de la guerre froide. Neruda était en effet bien loin d'être seulement un poète éthéré et viveur, c'était un diplomate professionnel et un stalinien pur et dur, qui avait non seulement écrit des poèmes à la gloire du petit père des peuples, mais aussi apporté son aide au peintre mexicain Siqueiros en fuite après sa tentative manquée d'assassinat de Trotski. Mais Pablo Larraín s'est avant tout concentré sur l'opposition entre un

minable policier obsédé par Neruda, qui apparaît sous les traits de l'excellent Gael Garcia Bernal (totalement à contre-emploi, alors qu'il avait interprété le Che) et le poète lui-même à qui Luis Gnecco donne une présence incontestable. Sur ce plan, la réussite est complète et on se demande même parfois si le fic

existe vraiment ou s'il n'est qu'un personnage littéraire inventé par le poète, qui rêve d'être l'objet d'une traque gigantesque pour parfaire son image de martyr national... Même s'il a gommé beaucoup d'aspects du vrai Neruda, on ne peut donc pas reprocher à Larraín d'avoir réalisé une hagiographie. Comme dans son précédent film *No* consacré à la campagne électorale de 1988 contre le référendum de Pinochet, il manifeste néanmoins une certaine propension à glorifier le rôle des artistes et intellectuels dans la résistance à la dictature, le peuple chilien ne faisant que de la figuration. Pour autant, ne boudons pas notre plaisir : *Neruda* est un film somptueux et original, envoûtant même, à condition bien sûr d'entrer dans le jeu.
Gérard Delteil

Le Fondateur, John Lee Hancock

Avec Michael Keaton, Nick Offerman et John Carroll Lynch. Sortie le mercredi 28 décembre 2016

McDonald's, c'est fin 2014, 36258 fast-foods dans 119 pays... Ce film raconte les débuts de cet empire au début des années 1950 et illustre certains aspects du capitalisme US. Ray Kroc, le « fondateur », n'a jamais rien inventé. Au début, c'est un loser qui tire le diable par la queue. Il tombe sur deux frères, les McDonald qui tiennent une échoppe toute propre où ils débitent à toute allure des hamburgers et des frites. Obligeants, ils lui expliquent leur méthode (ils ont adapté la chaîne industrielle à la restauration) et lui montrent un projet de restaurant surmonté de deux arches dorées. Kroc va les persuader de conclure un contrat qui lui permet d'ouvrir des restaurants franchisés... Les McDonald sont des patrons sans état d'âme qui imposent des cadences ultra rapides à leurs salariés et adhèrent au Parti

républicain. Mais Kroc va aller jusqu'à les traiter de beatniks... car ils refusent de vendre des milkshakes sans lait et ne cherchent pas systématiquement à enfoncer leurs concurrents. Kroc, lui, voit grand et n'a aucun scrupule... Il popularise ses restaurants à coups de discours patriotiques et religieux. Il s'emploie à contourner les deux frères et les termes du contrat conclu avec eux. Lorsqu'ils refusent une augmentation de la redevance perçue sur les franchisés, il se lance (quelqu'un lui a soufflé l'idée) dans l'achat de terrains qu'il louera aux franchisés. Dès lors, Kroc va gagner beaucoup d'argent. Quand les McDonald se rebellent, il leur explique cyniquement qu'il a les moyens de payer des avocats qui feront traîner la procédure jusqu'à leur ruine complète. Les deux frères finiront donc par accepter



d'être évincés pour un montant dérisoire au regard des bénéfices. Michael Keaton incarne avec talent un personnage qui proclame fièrement que « *le business, c'est la guerre, l'enfer des agneaux, le paradis des requins* »...
Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

ISRAËL « Renvoyer dos à dos bourreau et victime, colonisateur et colonisé, est la formule clef de la diplomatie internationale... et la raison de son impuissance »

Entretien. Militant révolutionnaire et antisioniste, **Michel Warschawski** a fondé avec d'autres militants de gauche le Centre d'information collective. Avec lui, nous revenons sur la situation du pouvoir israélien ces dernières semaines et les perspectives pour les militants pour la Palestine.

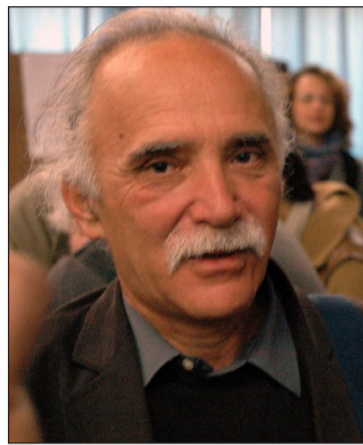


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Netanyahu est en passe d'être inculpé pour «abus de confiance» dans l'affaire des «cadeaux illégaux» (plusieurs dizaines de milliers d'euros) qu'il aurait perçus de la part d'hommes d'affaire... Comment réagit l'opinion publique ? Sur ce sujet, comme sur tout le reste, l'opinion publique israélienne est divisée en deux. Il y a d'une part ceux qui sont choqués – mais pas surpris – par le degré de corruption de la classe politique, en particulier de l'entourage du Premier ministre, et, d'autre part, une majorité de la population qui voit dans ces affaires une volonté de délégitimation, par ceux qu'ils appellent «les élites», d'un gouvernement élu par le peuple, contre la volonté de ces élites. Les médias, la justice, et dans une certaine mesure la police, sont, pour l'électorat de l'extrême droite, les expressions de ces élites, et c'est la raison de la décision de la ministre de la Justice Ayelet Shaked de réformer en profondeur le système juridique de sorte à ce qu'il «réflète davantage la volonté de la majorité»... Il n'est pas exagéré d'affirmer que nous sommes dans une période de transition du régime politique, au détriment à la fois des règles d'un régime parlementaire, et des libertés publiques, en commençant par celles de la minorité palestinienne d'Israël et de ses élus.

La situation économique et sociale paraît assez sombre pour le gouvernement: montée de la pauvreté, colonisation coûteuse, ralentissement des candidats à «l'alyah», industrie militaire en recul...

La montée de la pauvreté est indéniable, avec un tiers des enfants israéliens qui vivent sous le seuil de pauvreté. Cela dit, pauvreté de la majorité ne signifie pas, et c'est bien là le sens du capitalisme, mauvaise situation économique. Comparée aux économies européennes, celle d'Israël se porte bien: taux de croissance supérieure à la majorité des pays de l'OCDE, taux de chômage inférieur à 4%, budget en équilibre, balance commerciale bénéficiaire, exportation à travers le monde entier de capitaux et de technologies de pointe – Israël ne connaît pas la crise, son économie est AAA pour les agences de notation internationales. Dans le capitalisme néolibéral, économie performante n'est pas contradictoire avec augmentation du nombre de pauvres, bien au contraire.

Sur le plan international, la situation n'est pas brillante. Quelles conséquences peut avoir le vote du 23 décembre au Conseil de sécurité de l'ONU qui, pour la première fois depuis des décennies, exige l'arrêt de la colonisation ?

Le vote du Conseil de sécurité contre la colonisation en Cisjordanie, reflète d'abord le ras-le-bol que ressent l'ensemble de la communauté internationale envers l'intransigence

d'Israël, l'arrogance de ses dirigeants et leur surdité face aux mises en garde généralisées de pays qui entretiennent des relations amicales avec l'État juif. L'isolement croissant d'Israël sur la scène internationale a longtemps pu être éludé à cause du soutien inconditionnel des administrations étatsuniennes, démocrate comme républicaine.

La décision de Barack Obama de ne pas utiliser le droit de veto est une première: si l'Assemblée générale des Nations unies a adopté des dizaines de résolutions contre la politique coloniale israélienne, c'est la première fois depuis 1983 que le Conseil de sécurité a voté contre cette dernière sans se heurter au blocage des États-Unis. À la veille de son départ, Obama a voulu faire payer Israël pour les nombreuses humiliations dont il a été l'objet de la part des gouvernements Netanyahu. Rappelons cependant que face à ces humiliations – y compris devant le Congrès – Obama n'a pas été rancunier: il y a deux mois, il signait un traité de coopération militaire de 35 milliards de dollars pour la décennie à venir. C'est du bout des lèvres que Netanyahu avait dit merci, n'hésitant pas à déclarer qu'il attendait avec impatience la victoire de Donald Trump.

Le 15 janvier se tient à Paris une conférence pour la paix au Proche-Orient. Israël n'y participera pas... Quelles suites peut-il y avoir ?

Initiée par la France, la conférence internationale pour la paix au Proche-Orient n'aura absolument aucune suite, et Israël a d'ores et déjà annoncé qu'elle n'y participera pas, ne craignant pas d'humilier ainsi les autorités françaises. Si Obama n'a pas réussi à faire bouger d'un pouce le gouvernement israélien, ce n'est pas Jean-Marc Ayrault qui y parviendra... Cela dit, la conférence de Paris pourra être une occasion supplémentaire de mettre l'État colonial israélien au banc des accusés pour ses violations récurrentes du droit international et des droits humains des Palestiniens. Ne rêvons pas: tout sera fait pour en rester à ce que nos camarades belges appellent «l'équidistance», partageant les responsabilités entre les «deux parties», et n'oubliant jamais de dénoncer la soi-disant violence palestinienne. Renvoyer dos à dos bourreau et victime, colonisateur et colonisé, est la formule clef de la diplomatie internationale... et la raison de son impuissance.

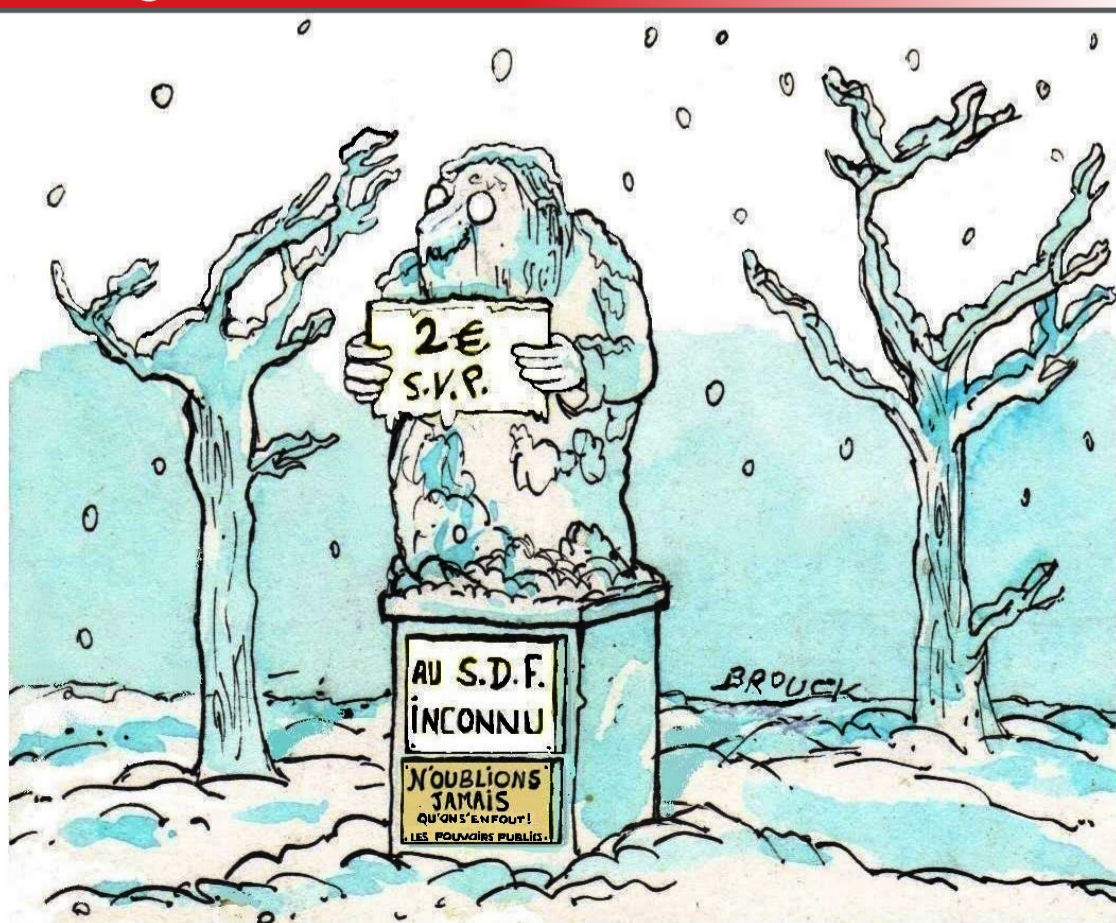
Les difficultés intérieures et le contexte diplomatique compliqué pour Israël ne donnent-ils pas une nouvelle opportunité à la campagne BDS ? Au-delà, quelles perspectives cela peut-il ouvrir pour la solidarité avec la Palestine ?

Le problème le plus important que pose la diplomatie internationale concernant la question coloniale en Palestine, n'est pas tant dans les prises de position – la résolution du Conseil de sécurité le confirme – que dans le refus de traduire ces résolutions par des moyens de pression efficaces. Ladite communauté internationale laisse Israël dans un statut d'impunité pour ses crimes. C'est dans ce contexte que se situe l'importance capitale de la campagne BDS: s'il y avait «S», c'est-à-dire si la communauté internationale utilisait des «sanctions» – comme elle l'a souvent fait, que ce soit contre l'Apartheid en Afrique du Sud ou contre la répression des libertés démocratiques en Chine – nul n'aurait besoin de «B» (boycott) ou de «D» (désinvestissement), et notre bataille

pour les droits des Palestiniens serait proche d'être gagnée. C'est la lâcheté de cette communauté internationale, et souvent même sa collusion avec le régime colonial israélien, qui exige la mobilisation active des sociétés, à travers la campagne BDS. Et cette dernière a fait, en une décennie, des pas considérables: du boycott des oranges «Jaffa» au désinvestissement d'Orange dans ses contrats avec son ancien partenaire israélien, ou la rupture du partenariat entre la compagnie des eaux hollandaise et Mekorot, la compagnie des eaux israélienne. Les pressions populaires sur les gouvernements pour que ceux-ci prennent des initiatives diplomatiques fortes, sont importantes, même si celles-ci ne dépassent pas encore le cadre déclamatoire. Mais pour faire plier Israël, il en faudra beaucoup plus, à savoir la mise en œuvre de sanctions concrètes, dans le domaine économique et commercial, mais aussi culturel, universitaire et sportif. C'est là aussi une leçon de l'expérience du peuple sud-africain. Pour conclure cette interview, je voudrais insister sur la nécessité de redonner, en France comme ailleurs en Europe, un coup de fouet au mouvement de solidarité avec la Palestine. L'écroulement, programmé par les néoconservateurs de l'ordre Sykes-Picot au Moyen-Orient, a créé un vide que remplissent les nouveaux barbares que représente Daech. Cette réalité régionale a pour effet la marginalisation de la question palestinienne. Elle reste pourtant la clef si ce n'est de la réalité politique régionale, du moins de son éventuelle solution progressiste. Si on ne peut ni ne doit réduire les problèmes du monde, que ce soit à Alep ou à Bruxelles, à la seule question palestinienne, il reste néanmoins que celle-ci reste un abcès purulent qui, s'il n'est pas résorbé, continuera à alimenter non seulement les combats pour la justice, mais aussi leurs dérives terroristes barbares.

Propos recueillis par Alain Pojolat et Alain Krivine

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Les Echos CORRUPTION MONDIALE CHEZ BIG PHARMA.

Décidément Novartis enchaîne les affaires de corruption présumée. Cette fois, c'est la Grèce qui est concernée. Une enquête judiciaire «rapide et approfondie» va y être menée, après «des dénonciations [parues dans la presse] concernant des versements de pots-de-vin à des fonctionnaires par Novartis» indique un communiqué ministériel. Selon une source judiciaire, une enquête préliminaire est en cours en Grèce depuis deux mois et 178 personnes ont été convoquées pour témoigner. Le parquet grec a fait procéder à des perquisitions dans les locaux de Novartis près d'Athènes, a révélé Reuters mercredi soir. L'affaire a rebondi ces derniers jours après la tentative de suicide à Athènes, le Jour de l'An, d'un cadre grec de Novartis qui figurerait parmi les personnes interrogées. Le groupe assure coopérer pleinement avec les autorités et souligne son attachement «aux critères les plus élevés en matière de conduite éthique». Il affirme prendre «très au sérieux toute allégation de mauvaise conduite».

Des agents de la FBI se trouvent également à Athènes dans le cadre de l'entraide judiciaire pour enquêter sur Novartis. En 2014, le groupe suisse avait été dans le collimateur des autorités américaines pour corruption de plusieurs chaînes de pharmacie. L'affaire qui aurait dû coûter 3,3 milliards de dollars à Novartis, s'est finalement soldée en 2015 par une amende de 390 millions de dollars, Novartis ayant reconnu sa responsabilité.

Mais depuis, Novartis a aussi été épinglé en Turquie en avril dernier et en Corée du Sud en août, sans oublier l'épisode chinois antérieur à l'affaire américaine. En Corée du sud, 34 personnes au total dont les six hauts responsables de la filiale locale dont le président sont impliqués.

«Nouvelle affaire de corruption pour Novartis en Grèce», Alexandros Michailidis, les Échos, 5 janvier 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org